

## RDC : la crise humanitaire s'intensifie au Nord-Kivu et au Sud-Kivu



**Nord-Kivu : L'Evêque de Goma, Mgr Willy Ngumbi, consterné par la situation humanitaire de son Diocèse**

**Appel à la Paix et à la Solidarité : Soutien des Evêques de la CENCO aux frères et sœurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu**

**Kwilu : Caritas Congo Asbl lance une « Réponse multisectorielle d'urgence... », en faveur 33.400 bénéficiaires déplacés dans les Zones de Santé de Bagata et Kikongo**

# SOMMAIRE

## Editorial :

- Quand germe une pensée de guerre, opposez-lui une plus forte pensée de paix !

3 - 4

## Actualités :

- Situation sécuritaire à l'Est : les chefs religieux catholiques et protestants reçus par le Président Félix Tshisekedi.
- Clôture de Mars: la femme travailleuse de la Caritas Congo Asbl réaffirme ses capacités et son combat

5 - 6

## Dossier :

- La situation humanitaire extrêmement grave à Goma nécessite une attention immédiate de la communauté internationale
- Nord-Kivu : L'Evêque du Diocèse de Goma, Mgr. Willy Ngumbi consterné par la situation sécuritaire de la ville de GOMA.
- Nord-Kivu : "Les ONG ont actuellement un problème d'accès humanitaire suite à l'insécurité" (Paluku Kaputu François)
- Appel à la Paix et à la Solidarité : Soutien des Evêques de la CENCO aux frères et sœurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu

7 - 14

## Redynamisation du Réseau Caritas en RDC

- Lualaba : l'Abbé Makimba en visite d'accompagnement et de solidarité auprès de la Caritas Kolwezi
- Butembo-Beni : Bien que le contexte 2025 s'annonce complexe comme celui de 2024, les services de la Caritas déterminés à agir

15 - 19

## Témoignage

- Nord-Kivu : Les conséquences humanitaires des crises M23 et ADF en Diocèse de Butembo-Beni
- Projet agro écologie : un exploitant familial devient fermier à Luhonga

20 - 21

## Développement

- Kinshasa : Caritas Congo Asbl et Caritas Développement Kinshasa remettent des kits de réinsertion professionnelle aux jeunes désœuvrés formés à N'djili et Masina
- Le Coordonnateur de la Caritas-Développement Kongolo invite les jeunes à être dynamiques dans leurs activités pour améliorer leurs conditions de vie

22 - 25

## Urgences :

- Kwilu : Caritas Congo Asbl lance une « Réponse multisectorielle d'urgence... » en faveur 33.400 bénéficiaires déplacés dans les Zones de Santé de Bagata et Kikongo
- La Caritas Goma assiste les déplacés – retournés à Sake et Kirotshe
- Acheminement des poches de sang de Kinshasa à Goma : une coopération internationale exemplaire dans la crise

26 - 31

## Santé

- Kongo Central : Caritas Congo Asbl et PEV National en mission conjointe de suivi des activités du T3 du projet de renforcement de vaccination de routine
- Equateur : Caritas Basankusu Asbl salue la 12ème édition de la Mission Ophtalmologique belge ; plus de 4.000 malades inscrits
- TSHOPO : Caritas Congo Asbl engagée dans une autre phase de lutte contre le VIH chez les enfants

32 - 36

## « Lève-toi et marche » fait parler... :

- Journée Internationale des Femmes 2025 : un café d'échange donne la parole aux femmes travailleuses de la Caritas Congo Asbl

37 - 38

## « Canet de voyage » :

- Le Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale (RE-PALEAC) a validé son plan opérationnel pour l'année 2025

39 - 40

## ACTUALITES

5

Situation sécuritaire à l'Est : les chefs religieux catholiques et protestants reçus par le Président Félix Tshisekedi.



## DOSSIER

Nord-Kivu : L'Evêque du Diocèse de Goma, Willy Ngumbi consterné par la situation sécuritaire de la ville de GOMA.

8



## DÉVELOPPEMENT

« SUCCÈS POUR ELLES : un projet visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes

24



## SANTE

Lutte contre la malnutrition au Sud-Kivu : les ménages outillés et encadrés par Caritas Congo Asbl à l'œuvre pour améliorer leur productivité agricole

32



## Quand germe une pensée de guerre, opposez-lui une plus forte pensée de paix !

La situation humanitaire en RDC au premier trimestre de l'année 2025 a été marquée par la dégradation de la situation humanitaire et sécuritaire, due à la persistance des affrontements entre l'armée congolaise et le M23/AFC, soutenu par le Rwanda, d'une part, et à l'activisme de certains groupes armés d'autre part. Dans ce contexte, il faudrait ajouter les affrontements armés causés par des conflits intercommunautaires. Tout cela a provoqué des déplacements massifs de populations et des violations des droits humains, aggravant la misère des populations déjà meurtries par des atrocités innommables.

Il n'est pas étonnant que la RDC se retrouve avec plus de 400 000 déplacés en ce 1er trimestre 2025. La situation de ces déplacés reste préoccupante, avec des besoins humanitaires croissants en matière de protection, d'abris, de nourriture, de soins de santé, y compris de l'Education ainsi que d'hygiène et assainissement.

Difficile d'assurer la sécurité alimentaire, qui demeure un défi majeur, avec de nombreuses personnes souffrant de la faim. Le démantèlement forcé des camps de déplacés dans le Nord-Kivu, la poursuite et l'extension des affrontements, l'accès difficile des acteurs humanitaires dans plusieurs zones, sont autant de facteurs loin d'atténuer la crise actuelle.

Des hôpitaux et des entrepôts humanitaires ont été attaqués.

Le système de santé dans cette partie Est de la RD Congo est devenue fragile. Des épidémies de maladies comme le choléra, la rougeole, le Mpox et l'Ebola peuvent survenir.

Selon OCHA, en 2024, les conflits ont forcé 7,8 millions de personnes à fuir leurs foyers, faisant de la RDC l'un des pays les plus touchés par le déplacement interne au monde. Outre l'insécurité, le pays est confronté à une crise alimentaire sans précédent. D'après le Plan de Réponse Humanitaire 2025, 1,9 million de femmes enceintes et allaitantes ont besoin d'une assistance urgente. En parallèle, d'après le Cluster Sécurité Alimentaire et le Plan de Réponse Humanitaire 2025, 25,6 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, soit plus d'un Congolais sur quatre.

La communauté internationale est alors appelée à intensifier son soutien, tant sur le plan humanitaire que pour la promotion de la paix et de la sécurité en RDC.

Le Pape François a, dans son audience générale du mercredi 29 janvier 2025, déploré les violences à l'Est de la RDC et appelé à des solutions pacifiques. Il a exprimé sa grande préoccupation face à l'aggravation de la situation de guerre en République Démocratique Congo. Entre bombardements et psychose à l'Est du pays, et tensions galopantes dans la capitale Kinshasa, le Pape François a appelé les autorités locales et la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour résoudre le conflit par des moyens pacifiques.

Cette situation humanitaire à l'Est de la République Démocratique du Congo constitue l'un de sujet abordé par le n°066 de « Lève-toi et marche », le magazine trimestriel du Réseau Caritas en RDC. Sa Une repose sur un Dossier au Nord-Kivu et Sud-Kivu de la RD Congo où la crise humanitaire s'intensifie.

Voilà pourquoi, son **Editorial** est intitulé: « *Quand germe une pensée de guerre, opposez-lui une plus forte pensée de paix* »

La rubrique « **Actualité** » s'est intéressée sur la rencontre du Président Félix-Antoine Tshisekedi avec les Chefs religieux : catholiques et protestants.

La rubrique « **Redynamisation du Réseau Caritas en RDC** » résume la visite d'accompagnement et de solidarité que l'Abbé Makimba, Secrétaire Exécutif de Caritas Congo Asbl, a effectuée auprès de la Caritas Kolwezi au Lualaba. Elle signale également la nomination de M. l'Abbé Wilfreid Mboyo, nouveau Coordonnateur de la Caritas-Développement Mwaka au Kasai.

Dans ce numéro, vous lirez aussi les « **Témoignages** » qui se tourne vers une femme déplacée de guerre, cheffe de ménage de taille six et est âgée de 20 ans, victime des conséquences humanitaires des crises M23 et ADF en Diocèse de Butembo-Beni.

Dans le domaine de la promotion de « **Développement** », ce magazine présente un exploitant familial devenu fermier à Luhonga, dans le cadre du projet agro-écologie. Dans le Haut-

## Quand germe une pensée de guerre, opposez-lui une plus forte pensée de paix !

Katanga, Caritas Sakania-Kipushi a apporté de l'eau potable à 2.000 élèves de l'EP Mwaiseni et 500 ménages de Kasumbalesa-Village. Par ailleurs, le projet « Succès pour ELLES » fait la promotion et l'autonomisation des femmes. La Caritas-Développement Kongolo, de son côté, a invité les jeunes à être dynamiques dans leurs activités pour améliorer leurs conditions de vie. En outre, plusieurs jeunes désœuvrés de la ville province de Kinshasa ont reçu des kits de réinsertion professionnelle de la part de Caritas. Au quartier Tshamalale de Lubumbashi, la Caritas-Congo/Katanga Asbl a doté la population d'un forage d'eau.

La catégorie « **Urgences** » présente l'aide apportée par Caritas Congo Asbl aux communautés déplacées et retournées dans quelques provinces de la RDC, notamment dans le Kwilu. Dans cette province, elle a lancé une « Réponse multisectorielle d'urgence... » en faveur 33.400 bénéficiaires déplacés dans les Zones de Santé de Bagata et Kikongo. Par ailleurs, on note 200 ménages déplacés, appuyés en intrants agricoles et vivres dans la Zone de santé Maluku 2 par Caritas Développement Kinshasa. La Caritas Goma, elle aussi a assisté des déplacés et retournés à Sake et Kirotshé.

La rubrique « **Santé** » se focalise sur la lutte contre la malnutrition au Sud-Kivu dont les ménages ont été outillés et encadrés par Caritas Congo Asbl afin d'améliorer leur productivité agricole. A Uvira, la Caritas a doté les Femmes Enceintes et Allaitantes des AGR individuelles pour lutter contre la malnutrition dans leurs ménages. Dans la province de l'Equateur, une maladie inconnue serait à la base d'une trentaine de décès enregistrés dans le territoire de Basankusu ; plus de 4.000 malades enregistrés. Par ailleurs, le projet de suivi post-distribution (PDM) des moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) a présenté les avancées obtenues en 2024, tandis que Caritas Basankusu Asbl a salué la 12ème édition de la Mission Ophtalmologique belge.

Ce N° 066 de « **Lève-toi et marche fait parler...** » les femmes travailleuses de la Caritas Congo Asbl sur la journée internationale de la femme.

Le « **Carnet de voyage** » nous emmène à Douala au Cameroun où a eu lieu un atelier sur la planification Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale (REPALEAC).

Tels sont les sujets intéressants dont nous vous souhaitons une bonne lecture !

*Caritas Congo Asbl*

### Editeur-Responsable

Caritas Congo Asbl

### Rédacteur en Chef

Paris Mona

### Secrétaire de rédaction

Keren Lulu

### Comité de rédaction

Abbé Edouard Makimba, Jean Munongo, Christian Nsangamina, Junior Mwamba, Jean-Claude Kithima, Kennedy Kayembe, Didier Mapele, Guy-Marin Kamandji, Arnold Mulenda, Jeff Kiovue

### Rédaction centrale

Guy-Marin Kamandji, Paris Mona, Keren Lulu, Aimé Lopa, Crispin Nawej, Lydie Waridi Kone, Clément Kayembe, Davin Kuya, Sylvain Kabasele, Elie Kasereka, Arlette Kalenda, Kalo, Patiant Akilimali

### Correspondants occasionnels

RADIOMOTO.NET, Reliefweb/site web OCHA, CECOS/CENCO,

### Maquette

Raymond Kasongo

### Mise en page

Guy-Marin Kamandji

### Photographie

Caritas Congo Asbl

Site web: [www.caritasdev.cd](http://www.caritasdev.cd)

Impression: MédiasPaul

### Adresse:

Avenue Basoko n° 26, C/ Gombe, Kinshasa

B.P.: 3258 Kinshasa I - République

Démocratique du Congo

### Courriel:

[communication@caritasdev.cd](mailto:communication@caritasdev.cd)

Tél.: +243 998 45 60 39

c/ Les textes et les photos de ce magazine peuvent être reproduits, à condition d'en citer la source: [caritasdev.cd](http://caritasdev.cd)

### Photo de couverture:

Les déplacés de guerre de l'Est de la République Démocratique du Congo

### Couverture arrière:

Aider nous à aider les plus vulnérables : faites leur un don

Dépôt Légal: YS 3.01009-57218

## Situation sécuritaire à l'Est : les chefs religieux catholiques et protestants reçus par le Président Félix Tshisekedi.



Le lundi 3 février 2025, dans les bureaux de la Cité de l'Union Africaine, le Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a reçu une délégation conjointe de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo et de l'Église du Christ au Congo (CENCO-ECC) conduite par le Cardinal Fridolin Ambongo, en réponse à une demande d'audience écrite lui adressée le week-end dernier.

Cette délégation conjointe était constituée de Monseigneur Fulgence Muteba, Archevêque de Lubumbashi et Président de la CENCO ; du Révérend Pasteur André Bokondoa, Président de l'ECC ; de Monseigneur Donatien Nshole, Secrétaire Général de la CENCO et du Révérend Eric Nsenga, Secrétaire Général de l'ECC.

À l'issue de cet entretien de plus d'une heure, Mgr Donatien Nshole, a indiqué que cette audience procède d'une démarche entamée par les Églises Catholique et Protestante sur " la nécessité de renforcer la cohésion nationale dans notre pays, un besoin devenu plus pressant ", selon ses propres termes.

« Les deux Églises ont pris

l'initiative de concevoir ce projet de sortie de crise que nous avons présenté ce jour au Chef de l'État. Il l'a reçu avec beaucoup d'attention; il l'a beaucoup apprécié et nous a encouragés. C'est un projet louable », a rapporté le porte-parole de la CENCO.

Les chefs religieux de la CENCO et de l'ECC ont dit avoir été encouragés dans leur démarche par l'appel du Chef de l'État à l'Église Catholique d'être au milieu du village et d'approcher les uns et les autres pour parler.

Interrogé sur le contenu dudit projet, Mgr Nshole s'est abstenue de livrer les détails réservés au Chef de l'État. Il s'est limité à affirmer que « ce projet permet de sortir de la crise sans bain de sang ».

Pour sa part, le Cardinal Ambongo a lancé un message de compassion à l'endroit de la population de l'Est du pays.

« Nous sommes troublés comme pasteur par la situation que vivent actuellement nos frères et sœurs à l'Est du pays. Nous n'arrivons pas à comprendre qu'est-ce que ces gens ont fait pour mériter un traitement aussi indigne de l'être humain et qui

dure depuis trois décennies. »

« Pour nous c'est incompréhensible. Voilà pourquoi nous, comme pasteurs, tout en prenant notre responsabilité à aller vers les uns et les autres pour chercher des solutions, nous voulons d'abord exprimer notre compassion, notre proximité et aussi notre solidarité envers nos frères et sœurs, qui vivent à Goma, Bukavu, Beni et Butembo, affectés par cette situation » a dit le Cardinal.

« Nous leur disons courage. Vous n'êtes pas seuls, vous êtes toujours au cœur de nos prières, de nos préoccupations dans l'espérance de la foi de nos convictions religieuses. Nous prenons notre responsabilité pour voir comment trouver ensemble une solution », a conclu le prélat catholique.

À ce même sujet, le Secrétaire général de l'ECC a repris les propos de son collègue de l'Église Catholique.

«À cette étape des événements, les deux églises ont estimé qu'il est important d'amener des propositions concrètes susceptibles de créer un consensus national.

Nous avons aimé les deux mots clés nous rappelés par le Chef de l'État : il nous faut la cohésion nationale et il nous faut la compréhension commune sur les défis qui pèsent sur le destin de notre pays ».

L'approche qui est la nôtre n'est pas de savoir qui est le démon et qui est l'ange. Mais voir comment nous construisons sur base de nos valeurs, a déclaré le Pasteur Nsenga.

***New-messenger-de-la-paix.net/Bertin Kangamotema***

***Tiré de Cellcom Présidence. cd***



# Clôture de Mars: la femme travailleuse de la Caritas Congo Asbl réaffirme ses capacités et son combat

*Les femmes travailleuses à la Caritas Congo Asbl ont organisé un échange pour marquer la clôture du mois dédié à la femme. Cette activité a eu lieu vendredi 28 mars 2025 dans la salle Cardinal Monsengwo du Centre d'Accueil Caritas à Kinshasa/Gombe.*



Cette rencontre d'échanges a été marquée par des discussions enrichissantes autour du thème retenu à l'échelle mondiale : « Pour toutes les femmes et filles : droit, égalité et autonomisation » et du thème national : « la femme congolaise au centre de toutes nos ambitions ».

Le Point Focal des Femmes de la Caritas Congo Asbl au sein de l'organisation des femmes travailleuses de la CENCO (AFTC), Madame Generose Mbala, Responsable du Centre d'Accueil à Caritas Congo Asbl, a ouvert la séance en souhaitant la bienvenue à toutes les participantes. Elle a ensuite présenté l'objectif de cette rencontre : échanger sur le thème et partager des connaissances en vue de favoriser la solidarité, le soutien mutuel, le renforcement de capacités et le changement social des femmes de la structure Caritas.

La modération a été assurée par **Mme Paris Mona**, Assistante à la Communication au sein de Caritas Congo Asbl. Elle a précisé que cette rencontre vise à consolider les liens, à partager les connaissances ainsi qu'à élaborer une feuille de route qui permettra aux femmes de s'engager dans des actions concrètes dans l'avenir.

« Cette rencontre est une occasion de clôturer le mois de mars et de multiplier des rencontres pour contribuer au troisième objectif les OMD (Objectifs Millénaires du Développement) qui prône l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Nous voulons voir ces femmes qui travaillent en harmonie, des femmes capables

et professionnelles. Nous devons briser toutes les barrières qui nous empêchent d'émerger dans la société. Elargissons nos connaissances, banalisons les futilités, soyons des femmes vertueuses comme nous rappelle la Vision du Secrétaire Exécutif sur l'un des axes qui est l'éthique », a indiqué Mme Paris Mona.

En rapport avec le thème de la Journée internationale de Droits de la Femme, **Madame Meta Philomène**, Assistante Financière, a expliqué que la femme est titulaire et bénéficiaire de plusieurs de ses droits, ne fût-ce que sur le plan des textes. Elle a exploré la limite dans la mise en application des droits sociaux à l'égard de la femme.

Il sied de relever que toutes les participantes ont exprimé leur satisfaction quant à la tenue de ce débat interactif. **Madame Benitha Tandundu**, Chargée de projet, a fait comprendre que les femmes de la Caritas Congo Asbl doivent restées professionnelles en vue de porter la voix de l'institution tout en évitant les émotions féminines qui prennent souvent le dessus. Nous sommes capables de faire ce que les hommes font, voire mieux. Au-delà de la revendication, il faudrait montrer que l'on est capable de faire ce que les

hommes font et aller même au-delà ». Pour cela, la femme est appelée à se libérer de tout complexe et à se battre pour occuper des postes de responsabilité au même titre que les hommes, a-t-elle souligné.

**La sœur Micheline Toto**, Comptable, a rappelé que seul l'effort collectif pourra aider les femmes à aller de l'avant et à s'affirmer dans la société. Pour elle, ces échanges sont d'une importance capitale, car la femme doit lutter pour son autonomisation en se prenant en charge.

**Mme Patience Muloko** s'est réjouie de constater que cette rencontre s'est bien déroulée et elle a suggéré à ce que de tels échanges soient tenus régulièrement pour renforcer l'engagement des femmes, la confiance en soi, la création d'une communauté vibrante.

A cette occasion, les femmes travailleuses à la Caritas Congo Asbl ont estimé qu'il est temps de trouver une solution aux viols dont les femmes sont victimes dans l'Est du pays.

A la fin de cet échange, les participantes ont formulé des recommandations en vue d'enrichir le plan d'action du comité de femmes qui a été mis en place.

**Keren Lulu & PMK**



# La situation humanitaire extrêmement grave à Goma nécessite une attention immédiate de la communauté internationale

Le Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo, M. Bruno Lemarquis, réitère sa profonde inquiétude face à la situation critique à Goma. Après plusieurs jours d'affrontements intenses, la ville fait désormais face aux conséquences désastreuses des combats, avec des besoins humanitaires massifs et des capacités de réponse gravement affectées.

Les infrastructures médicales sont débordées. Entre le 23 et le 28 janvier 2025, les hôpitaux de la ville de Goma, appuyés notamment par MSF, le CICR et l'OMS, ont soigné plus de 1 000 blessés, dont une grande partie de civils victimes de tirs de balles et d'explosions d'artillerie lourde. Le manque de médicaments, d'équipements et de personnel soignant met en péril la prise en charge des blessés et augmente le risque de pertes humaines.

Les services de base sont en grande partie paralysés. L'électricité et l'eau potable restent coupées depuis plusieurs jours, forçant la population à puiser directement dans les eaux non traitées du lac Kivu. Cette situation expose des milliers de personnes au risque immédiat de maladies hydriques telles que le choléra. Les morgues sont saturées, et les corps sans vie laissés dans les rues de la ville posent un risque sanitaire majeur pour les survivants.

Des infrastructures humanitaires et des entrepôts ont été pillés, compromettant gravement la réponse humanitaire. Des quantités importantes de vivres, de médicaments et de matériel médical essentiels ont

été perdues dans des attaques ciblant les stocks d'agences des Nations Unies et d'ONG humanitaires essentielles à la réponse d'urgence. Cette perte entrave l'acheminement rapide de l'aide aux populations qui en ont désespérément besoin. Les humanitaires sur place poursuivent leurs opérations malgré des conditions extrêmement précaires. Sans moyens supplémentaires, notamment pour remplacer les stocks détruits, sans l'accès à internet rétabli et face aux risques sécuritaires entravant leurs mouvements, la réponse est gravement entravée et les capacités d'intervention fortement réduites.

Au nom de l'ensemble des acteurs humanitaires au service des populations vulnérables en République démocratique du Congo, je condamne avec la plus grande fermeté les pillages des bureaux et entrepôts humanitaires. Ces actes sont inacceptables et constituent une violation du droit international humanitaire. Ils compromettent directement l'acheminement de l'aide vitale aux populations les plus vulnérables.

J'appelle toutes les parties à protéger les civils et à assurer leur accès aux biens et services essentiels à leur survie. J'appelle aussi toutes les parties à faciliter, accélérer et protéger le ravitaillement des acteurs humanitaires. Sans ravitaillement en biens de première nécessité, carburant et matériel logistique, il sera impossible de répondre aux besoins croissants de la population et de maintenir les opérations humanitaires à Goma.

*J'appelle à la reprise immédiate et continue des opérations à l'aéroport de Goma, point d'accès essentiel permettant le ravitaillement humanitaire, l'acheminement des secours et la libre circulation des populations.*

*J'appelle également au strict respect des droits des personnes déplacées internes et au caractère volontaire de tout retour. Ces retours ne peuvent se faire que dans des conditions sécurisées, volontaires et dignes, conformément aux principes internationaux. Il est impératif de garantir aux personnes déplacées un choix libre ainsi que des conditions sûres et viables pour tout retour.*

*J'appelle la communauté internationale à intensifier son soutien face à une situation humanitaire critique qui ne cesse de se détériorer. Les humanitaires sont sur place, mobilisés pour intensifier leur action, mais sans moyens adéquats, la crise actuelle risque de s'aggraver encore davantage. Une action immédiate est indispensable.*

Au nom de toute la communauté humanitaire en République démocratique du Congo, je rappelle que les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance des acteurs humanitaire sont absolus et non négociables. Leur seule mission est d'apporter assistance et protection aux populations vulnérables, indépendamment des considérations politiques.

**Pour plus d'informations**

**Carla Martinez, Cheffe de bureau, OCHA-RDC, +243817061223, martinez14@un.org**

# Nord-Kivu : L'Evêque du Diocèse de Goma, Willy Ngumbi consterné par la situation sécuritaire de la ville de GOMA.



*Mgr Willy Ngumbi, Evêque du diocèse de Goma*

**J**e suis écœuré d'apprendre les bombardements, entre autres du département néonatalogie de l'Hôpital Général Charité maternelle, causant ainsi la mort des nouveaux nés et celui de la concession de la procure diocésaine détruisant les vitres du nouveau bâtiment récemment inauguré, C'est ce qu'a souligné Mgr Willy Ngumbi,

Evêque du diocèse de Goma, dans un communiqué du lundi 28 janvier 2025.

Je déplore le pillage, par la population et quelques fois par les militaires, de quelques négoce et dépôts. Ce qui aggrave la situation humanitaire déjà déplorable, a fait savoir l'Evêque. Son Eminence a appelé toutes les parties impli-

quées dans l'actuel conflit armé ainsi que la population au respect absolu de la vie humaine et des infrastructures privées et publiques, qui doivent être respectées par tous en toute circonstance, en vertu de la dignité humaine et du droit international.

De manière particulière, il a demandé à tous de garantir la protection de la vie, et l'accès de tous aux services de base et d'éviter les violences sexuelles. En cette heure grave, je rassure toute la population de Goma de la proximité et de la compassion de l'Eglise catholique, en se sentant proche, de façon particulière, des blessés et des familles des victimes.

L'Evêque a également exhorté le Clergé et les Consacrés, de même que les fidèles et toute personne de bonne volonté à bien vouloir prêter l'aide nécessaire à quiconque est dans le besoin. Confiant que d'ultérieures violences n'adviennent, j'implore le Seigneur, par l'intercession de la Vierge Marie, Notre Dame du Congo, pour qu'il nous accorde la paix à en ce moment de détresse.

***Caritas-Développement  
Goma***

# Le Coordonnateur humanitaire exprime sa profonde inquiétude quant à l'impact de l'intensification des combats autour de la ville de Goma

United Nations



Nations Unies

Bureau du Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo

Goma, le 27 janvier 2025 (caritasdev.cd): Le Coordonnateur humanitaire en République Démocratique du Congo, M. Bruno Lemarquis, exprime sa profonde inquiétude face à l'intensification des combats en cours autour de la ville de Goma, et leur impact croissant sur les populations civiles.

Depuis les nouvelles offensives du M23 autour de la ville de Goma le 23 janvier 2025, plusieurs centaines de milliers de personnes ont de nouveau été forcées de fuir les multiples zones de combats en cours, alors que les capacités d'accueil et d'assistance aux personnes dans le besoin sont déjà saturées. Plusieurs sites en périphérie de Goma, abritant plus de 300 000 déplacés, ont été complètement vidés en l'espace de quelques heures.

Les acteurs humanitaires, dont le personnel essentiel aux opérations demeure présent à Goma, font tout leur possible pour répondre aux besoins des populations civiles les plus vulnérables, malgré une dégradation alarmante de la sécurité dans les sites de déplacés et certains quartiers de la ville.

La proximité des combats dans des zones densément peuplées et l'utilisation d'artillerie lourde exposent les populations civiles à des risques intolérables. Les capacités d'urgence des hôpitaux de Goma sont submergées, malgré le soutien des acteurs humanitaires, notamment le CICR et MSF.

Au 24 janvier 2025, l'hôpital général Ndosho de Goma traitait plus de 256 blessés, dont 90 civils, la plupart souffrant de graves blessures causées par des tirs de balles et d'artillerie. Cela dépasse largement sa capacité de 146 lits, malgré le renforcement des opérations par les partenaires humanitaires.

Au nom de la communauté humanitaire en République Démocratique du Congo, j'appelle

toutes les parties au conflit à mettre un terme immédiat à l'escalade militaire. Cette violence exacerbe les souffrances des populations de l'Est de la RDC et aggrave les conditions déjà précaires des civils. Comme le Secrétaire général des Nations Unies l'a souligné le 23 janvier 2025, une désescalade urgente est indispensable.

La communauté humanitaire exhorte la communauté internationale à intensifier ses efforts pour faire face à la crise humanitaire et sécuritaire qui s'aggrave rapidement. En attendant la cessation des hostilités, elle appelle à des pauses humanitaires temporaires dans les zones les plus affectées et les plus à risque, afin de permettre l'évacuation des blessés et des civils des zones de combats actifs.

Au nom de la communauté humanitaire, je rappelle à toutes les parties au conflit armé les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire : les civils, ainsi que les infrastructures civiles fournissant des services essentiels, ne doivent jamais être pris pour cible.

Toutes les parties au conflit sont tenues d'assurer le passage sans entrave de l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin et de garantir le passage en sécurité des civils fuyant les zones de combat actifs. Les civils doivent pouvoir accéder à l'aide humanitaire en toute sécurité et dans la dignité. Cela nécessite que les acteurs humanitaires restent au plus près des populations touchées, dans des conditions leur permettant d'apporter l'assistance vitale indispensable. Il est également impératif de permettre la restauration des services de base dans la ville de Goma, notamment l'accès à l'eau, à l'électricité et aux soins de santé, afin de répondre aux besoins essentiels des populations touchées par le conflit.

***Avec Reliefweb/site web OCHA***





# Alerte humanitaire : crise nutritionnelle alarmante en territoire de Lubero



**U**ne catastrophe nutritionnelle frappe de plein fouet les enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes en territoire de Lubero, dans le diocèse de Butembo-Beni, province du Nord-Kivu. Face à l'intensification des conflits armés impliquant les groupes rebelles du M23 et des ADF, des milliers de familles sont contraintes à l'exode, abandonnant leurs terres agricoles et leurs moyens de subsistance. La situation est critique : la malnutrition aiguë sévère se propage à une vitesse alarmante, menaçant une génération entière d'enfants vulnérables.

## ***Une population à genoux face à la faim et la violence***

Les récentes données issues des zones de santé de Biena, Manguredjipa, Musienene et Masereka révèlent une explosion des cas de malnutrition. Dans la seule zone de santé de Musienene, plus de 6 700 enfants souffrent de malnutrition aiguë globale (MAG), dont 1 287 cas de malnutrition aiguë sévère (MAS)

nécessitant une prise en charge urgente. À Masereka, les chiffres sont tout aussi accablants, avec plus de 1 872 enfants en situation de malnutrition.

Les femmes enceintes et allaitantes ne sont pas épargnées : l'absence de soins prénatals et de suivi nutritionnel expose ces femmes et leurs nourrissons à des risques accrus de complications médicales, voire de décès. L'augmentation des prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux, due à l'inaccessibilité des champs, aux blocages des voies d'approvisionnement par la guerre et la présence de déplacés dépourvus de tout accentue la pression sur les communautés hôtes, ce qui aggrave encore la situation.

## ***Des besoins urgents, une réponse humanitaire limitée***

Devant cette catastrophe humanitaire, Caritas Butembo-Beni (CDBB) a convoqué une réunion d'urgence le 26 février 2025 pour élaborer une réponse nutritionnelle rapide et adaptée aux moyens locaux. La priorité est la prise en charge immédiate

des cas les plus graves à travers :

La mise en place de centres nutritionnels d'urgence dans les zones les plus touchées,

La distribution de farines enrichies et d'aliments thérapeutiques,

Le renforcement des capacités des agents de santé communautaires pour détecter et traiter précocement la malnutrition,

L'appui aux familles d'accueil qui voient affluer des déplacés sans ressources.

Cependant, les capacités locales sont insuffisantes pour faire face à l'ampleur de la crise de malnutrition. L'absence de financements adéquats et les défis sécuritaires entravent l'acheminement de l'aide humanitaire.

Face à cette crise nutritionnelle sans précédent, il est impératif que les acteurs humanitaires, les partenaires internationaux et les autorités locales intensifient leur soutien pour éviter une hécatombe silencieuse. Chaque jour compte pour sauver des vies.

L'Eglise locale, en travers la Caritas Butembo-Beni appelle à une réaction immédiate : financements d'urgence, approvisionnement en produits nutritionnels essentiels et l'accès humanitaire dans certaines zones. La communauté internationale ne peut rester indifférente face à ce drame qui menace des milliers d'enfants et de mères.

***Avec la Caritas Développement Butembo-Beni***



# Nord-Kivu : “Les ONG ont actuellement un problème d'accès humanitaire suite à l'insécurité” (Paluku Kaputu François)

**L**es ONG ont actuellement un problème d'accès humanitaire, dans plusieurs zones menacées par l'insécurité grandissante. Cette inquiétude a été partagée par le chargé des programmes au sein de la Caritas Développement de Butembo-Beni. Pakuku Kaputu François s'est confié à RADIO-MOTO.NET à l'occasion de la journée internationale des Organisations non gouvernementales, célébrée le 27 février de chaque année.

Pakuku Kaputu François entame que ces derniers temps, la Caritas se heurte à un problème d'accès humanitaire dans le territoire de Lubero et à l'ouest du diocèse de Butembo-Beni.

Il se désole que l'Organisation se soit sentie dans l'obligation de retirer ses agents dans la zone de santé de Masereka et Musienene, en pleine exécution d'un projet alimentaire, pour leur sécurité.

“Même si nous disons qu'il y a le principe d'humanité qui nous demande d'apporter de l'aide partout où il y a le besoin, il faut savoir qu'on doit aussi se protéger et non s'exposer. Ce qui fait que nous puissions retirer nos agents dans certains milieux pour le moment parce que l'insécurité est grandissante dans ces milieux-là. C'est notamment en zone de santé de Musienene et dans celle de Masereka. Nous avons un projet : Sécurité alimentaire III. En tout cas, pour ce projet, on a retiré nos agents de ces terrains puisqu'on a trouvé que c'étaient plus les exposer dans le contexte d'insécurité qui prévaut dans ces milieux-là”, a-t-il déclaré.

Pakuku Kaputu François poursuit qu'actuellement, les besoins en assistance sont énormes avec la prolifération de déplacés de guerre dans les zones un peu calmes. C'est là qu'il invite les leaders communautaires de lancer les alertes sur les déplacés de guerre en temps réel, car trouver les moyens d'assistance est un long processus.

“Il y a de déplacés de guerre qui sont arrivés. Quand ils sont dans nos milieux, nous, leaders communautaires, nous devons nous entraider pour pouvoir remonter l'alerte. Comme ça on envoie vers la coordination humanitaire qui doit réellement vérifier si l'information est vraie. C'est en ce moment qu'on peut continuer avec le processus pour qu'il y ait évaluation/réponse”, a-t-il recommandé.

La Journée mondiale des ONG est célébrée chaque année le 27 février pour reconnaître le rôle important joué par les organisations non gouvernementales dans le développement, la promotion de la paix, la lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement et la défense des droits de l'homme.

En effet, les ONG sont des organisations indépendantes qui ne sont pas affiliées à un gouvernement et qui travaillent à des fins caritatives, éducatives, sociales, culturelles, environnementales ou de développement.

*Avec RADIOMOTO.NET*

## 58<sup>e</sup> session régulière du Conseil des Droits de l'Homme : Déclaration conjointe de Caritas Internationalis sur la situation humanitaire en RDC



Voici la Déclaration conjointe sur la situation humanitaire à l'Est de la République Démocratique du Congo, prononcée hier lors de la 58<sup>ème</sup> Session du Conseil des Droits de l'Homme à Genève. Sur l'entête de cette déclaration, parvenue mardi à caritasdev.cd, l'on retrouve les logos de : Caritas Internationalis, Caritas Congo Asbl, CORDAID, JUST FUTURE, BAPTIST WORLD ALLIANCE, JRS, AEM et actalliance.

« Nous exprimons notre profonde inquiétude face à l'aggravation de la crise sécuritaire et humanitaire dans l'est de la RDC qui risque de s'étendre à l'ensemble du pays et de la région si rien n'est fait.

Le pillage des fournitures humanitaires, la fermeture des aéroports de Goma et de Bukavu, ainsi que l'insécurité sur les principaux axes routiers, ont

rendu l'accès à l'aide humanitaire très difficile.

Les coupes généralisées de l'aide internationale entraînent un manque de ressources chronique qui laisse l'accès à l'alimentation, à la santé et à l'hébergement gravement insuffisants. Malgré ces défis, les acteurs locaux, y compris les Églises locales, continuent à fournir une aide essentielle aux populations affectées et à œuvrer pour le retour de la paix. Elles doivent impérativement être soutenues.

Le retour massif, dans la plupart des cas forcés, des personnes en situation de déplacement autour de Goma et Kalehe manque de coordination et de planification, laissant les populations les plus vulnérables dans une précarité accrue.

Les violences sexuelles ont

fortement augmenté, alors que les structures médicales ne disposent pas des ressources humaines, matérielles et financières suffisantes pour fournir une réponse d'urgence aux survivants. En outre, l'absence de stocks d'antirétroviraux et de soutien médical expose les survivants à des risques accrus sur le long terme.

Les jeunes et les enfants sont exposés à l'enrôlement forcé dans des groupes armés et privé de l'accès à l'éducation en raison de la fermeture prolongée des écoles. Cela augmente leur vulnérabilité à l'exploitation et à la violence.

En conséquence, nous demandons :

1. Un accès humanitaire immédiat, durable et sans entrave ;
2. L'allocation des ressources matérielles et financières à la hauteur des besoins Des populations affectées ;
3. La protection des personnes en situation de déplacement interne, en assurant un retour volontaire et sécurisé en application de la Convention de Kampala et des Principes directeurs pertinents ;
4. De prévenir l'exploitation et l'enrôlement forcé des jeunes et des enfants, et garantir l'accès à l'éducation, en réouvrant les écoles dans un cadre sécurisé ;
5. Cesser les hostilités et poursuivre le dialogue inclusif en vue d'une résolution pacifique du conflit. »

*Guy-Marin Kamandji*

# Appel à la Paix et à la Solidarité : Soutien des Évêques de la CENCO aux frères et sœurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu



**L**a situation dramatique qui secoue actuellement les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC) interpelle nos consciences et nous invite à un élan de compassion et de solidarité envers les populations durement éprouvées.

Dans un message poignant, la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) exprime son profond soutien spirituel et moral aux victimes des violences et exhorte les acteurs impliqués à mettre un terme aux hostilités.

## **Une situation alarmante et un appel à la paix**

Les récents événements, marqués par la prise de la ville de Goma par la coalition rebelle AFC/M23 avec l'appui du Rwanda, ainsi que l'avancée vers Bukavu, ont plongé les populations locales dans une détresse indescriptible.

Les combats intensifiés entre les Forces Armées de la RDC (FARDC) et les rebelles ont engendré des pertes humaines considérables, des pillages massifs et des déplacements forcés de populations déjà vulnérables après plu-

sieurs décennies de conflits.

Dans un élan de recueillement et de discernement, la CENCO a tenu à réaffirmer son engagement aux côtés des Évêques des zones touchées, en particulier Mgr Willy Ngumbi, Évêque de Goma, et Mgr François-Xavier Maroy, Archevêque Métropolitain de Bukavu.

## **Un message de compassion et de fraternité chrétienne**

Face à cette souffrance collective, la CENCO adresse ses condoléances chrétiennes aux familles endeuillées et exprime sa compassion à tous ceux qui subissent les conséquences de cette crise.

Cet appel à la solidarité trouve également un écho dans les paroles du Pape François, qui, lors de l'Audience générale du 29 janvier 2025, a exhorté :

« Les parties en conflit à s'engager pour la cessation des hostilités et pour la sauvegarde de la population civile... »

Le Saint-Père a également interpellé les Autorités locales et la Communauté Internationale afin d'œuvrer à une résolution pacifique du conflit, évitant ainsi une

escalade de violences aux conséquences encore plus dévastatrices.

## **Un engagement pour la paix durable en RDC et dans les Grands Lacs**

En communion avec le Vatican, la CENCO renouvelle son soutien à l'initiative du Pacte social pour la paix et le Bien vivre ensemble en RDC et dans les Grands Lacs, promue conjointement avec l'Église du Christ au Congo (ECC). Cet engagement appelle à l'unité, à la justice et à la réconciliation nationale pour instaurer une stabilité durable dans la région.

Comme le rappelle l'Écriture Sainte :

« Quand un membre souffre, c'est tout le corps qui souffre avec lui. » (1 Co 12, 25-27)

Ainsi, les fidèles catholiques et toutes les personnes de bonne volonté sont invités à intensifier leurs prières et à poser des gestes concrets de solidarité envers les populations touchées.

## **Que la Vierge Marie intercède pour la paix en RDC**

« En cette période de douleur et d'incertitude, nous invoquons la Très Sainte Vierge Marie, Consolatrice des affligés, pour qu'elle intercède en faveur de la paix en RDC. Que le Seigneur accorde à nos frères et sœurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu la force de surmonter ces épreuves et inspire les cœurs des dirigeants à privilégier le dialogue et la réconciliation », soulignent-ils

Les évêques membres de la CENCO invitent à prier et à agir ensemble pour un avenir de paix et d'espérance en République Démocratique du Congo

Via CECOS/CENCO



# Nord-Kivu : reprise de l'accès humanitaire dans certaines zones

Après une interruption temporaire due à l'offensive des rebelles du M23, plus de 200.000 personnes recevront environ 3.000 tonnes de nourriture à Sake, Shasaha et Bweremana. C'est ce qu'a annoncé lundi 03 mars 2025 le Programme Alimentaire Mondial (PAM) dans une série de posts sur les réseaux sociaux. Ceci prouve la reprise tant souhaitée de l'accès humanitaire pour sauver des vies et soulager la souffrance de milliers des personnes déplacés, meurtris par les violences armées au Nord-Kivu.

## Situation fragile au Sud-Kivu

Cependant, la situation reste fragile au Sud-Kivu voisin, où des combats seraient encore signalés.

Pour améliorer davantage l'accès humanitaire, il serait crucial de renforcer la sécurité dans les zones de conflit pour permettre aux Organisations humanitaires de travailler en toute quiétude. Il serait aussi judicieux d'augmenter les financements internationaux pour soutenir les efforts humanitaires et de parvenir au retour des déplacés dans leurs foyers. Cette dernière perspective passerait notamment par la promotion des négociations de paix afin de mettre fin aux hostilités, à travers particulièrement les recommandations de derniers sommets tant du Conseil de Sécurité de l'ONU que de la réunion conjointe des communautés des régions africaines SADEC (Communauté Economique et de Développement des Pays de l'Afrique Australe) et EAC (Communauté Economique des Pays de l'Afrique de l'Est).

La démarche conjointe de la Conférence Episcopale Nationale



du Congo (CENCO/Eglise Catholique) et de l'Eglise du Christ au Congo (ECC) pour un Pacte Social de Paix et de Bien-vivre ensemble en RDC et dans la Région des Grands Lacs, s'inscrit évidemment dans la même logique.

En effet, la Communauté internationale devrait continuer à soutenir les efforts pour stabiliser la région et protéger les civils. En fait, on estime à plus de 7 millions de personnes déplacées en RDC, dont environ 80% sont dus aux conflits armés, notamment celui ayant vu des affrontements violents entre les rebelles de la coalition AFC/M23, soutenus par le Rwanda, et les Forces Armées de la RDC (FARDC) au Nord-Kivu qui ont provoqué de nouvelles vagues de déplacés autour de la ville de Goma.

## Une réponse humanitaire conséquente prévue pour 2025

Depuis le déclenchement de la guerre après environ 3 mois et surtout après l'occupation des villes de Goma et Bukavu par les éléments du M23, plus 21,2 millions de personnes sont touchées

par les conflits armés, les déplacements forcés, la crise alimentaire et les épidémies en RDC.

Face à cette crise le Coordonnateur humanitaire, Bruno Lemarquis, a invité la communauté internationale à redoubler d'efforts pour soutenir la réponse humanitaire en RDC.

Selon le Plan de Réponse Humanitaire 2025 en République Démocratique du Congo, 2,54 milliards de dollars sont requis pour apporter une assistance humanitaire à 11 millions de personnes, en répondant aux besoins urgents en matière de protection, de santé, de sécurité alimentaire et d'accès aux services de base.

Pour faciliter la délivrance de l'aide humanitaire, le Coordonnateur humanitaire a appelé toutes les parties impliquées à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour la réouverture des aéroports de Goma (Nord-Kivu) et de Kavumu (Sud-Kivu).

**Guy-Marin Kamandji et Paris Mona**





# Lualaba : l'Abbé Makimba en visite d'accompagnement et de solidarité auprès de la Caritas Kolwezi



Le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, Monsieur l'Abbé Edouard Makimba, a effectué une visite d'accompagnement et de solidarité du 13 au 17 janvier 2025 auprès de la Caritas-Développement Kolwezi. Objectif : contribuer à la redynamisation de la cohésion des Structures et à l'amélioration de la qualité de gestion des programmes et/ou projets en cours ou à venir au sein de la Caritas-Développement diocésaine de Kolwezi ainsi qu'à l'amélioration des relations avec les Autorités Politico-Administratives (MOH, DPS/PEV) et Partenaires Techniques et Financiers qui appuient la Province du Lualaba (BMGF, PATH, UNICEF, Village Reach .....), au regard des problèmes

vécus par la population et la viabilité des structures de Caritas Kolwezi.

Le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl a ainsi été reçu mardi 14 janvier 2025 par Monseigneur Richard Kazadi Kamba, l'Ordinaire du lieu. Cette mission s'inscrit dans le cadre spécifique de la redynamisation du Réseau Caritas en RDC, conformément à la Vision impulsée par l'actuel Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, adoptée par toutes les 48 Caritas-Développement diocésaines au cours de son 5ème Forum National tenu en octobre dernier à Kinshasa.

Au cours de cet entretien, l'Abbé Edouard Makimba a présenté ses civilités à Mgr

Richard Kazadi et décliné l'objet de sa mission. Il a saisi l'opportunité pour féliciter l'Evêque de Kolwezi pour son leadership qui donne un nouvel élan à son diocèse. Il a salué dans cette optique l'organisation réussie du 1<sup>er</sup> synode de l'histoire du diocèse de Kolwezi, tenu du 05 au 12 janvier 2025.

Le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl a plaidé pour l'intégration des Structures de la Caritas-Développement Kolwezi, « car plus on est unis, plus on est plus fort et compétitif ». Mgr Richard Kazadi s'est dit satisfait de ces échanges et de cette visite de solidarité. Comptant encore sur l'accompagnement de la Caritas Congo Asbl, l'Ordinaire du lieu a donné ses

Suite en page 16-17



## Lualaba : l'Abbé Makimba en visite d'accompagnement et de solidarité auprès de la Caritas Kolwezi



Suite de la page 15

orientations en appui à l'objet du déplacement de la Caritas Congo Asbl.

En effet, l'objectif visé par le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl et sa Délégation est de maintenir et d'assumer son rôle principal de coordination nationale du Réseau Caritas en RD Congo. Et ce, pour contribuer à l'amélioration de la cohésion et l'harmonie au sein dudit réseau pour mieux répondre efficacement aux besoins réels des communautés les plus vulnérables.

Autorités sanitaires, Partenaires Techniques et Financiers et Caritas Congo Asbl satisfaits de l'évolution du projet d'Engagement communautaire dans la Vaccination

Le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, Monsieur l'Abbé Edouard Makimba, a consacré une partie de sa mission dans la Province de Lualaba à l'amélioration de la qualité de gestion des programmes et/ou projets en cours ou à venir au sein de la Caritas-Développement diocésaine de Kolwezi. Il a aussi visé l'amélioration des relations de cette dernière avec les Autorités Politico-Administratives (MOH, DPS/PEV) et les Partenaires Techniques et Financiers qui appuient la Province du Lualaba (BMGF, PATH, UNICEF, Village Reach ....), au regard des problèmes vécus par la population et la viabilité des Structures de Caritas Kolwezi.

Le projet Engagement Communautaire dans la Vaccination (CBE) a été particu-

lièrement au centre de ces échanges. Il s'est dégagé un témoignage positif des Autorités sanitaires locales (Chef de Division Provinciale de la Santé, Médecin Coordonnateur Provinciale du PEV/Programme Elargi de Vaccination) sur la bonne évolution des indicateurs de l'Engagement communautaire et la récupération des enfants pour la vaccination.

Il sied de souligner que le projet Engagement Communautaire dans la Vaccination est financé par la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), via PATH qui en est le Principal Récipiendaire en faveur de 4 Organisations : Caritas Congo, SANRU, Village Reach et IMC.

Le MCP, Dr Patrick Tshinaweji, a sollicité l'implication de Mgr Richard Kazadi, Evêque de Kolwezi, dans la sensibilisation de la population lors des campagnes de vaccination.

Le Chef de Division Provinciale de la Santé du Lualaba, Dr Fred Bulobo Mbayo, a félicité les efforts de Caritas Congo Asbl dans la redynamisation des organes de participation communautaire et a demandé à cette dernière de continuer les efforts pour améliorer les indicateurs, et surtout rendre disponibles les outils comme



# Lualaba : l'Abbé Makimba en visite d'accompagnement et de solidarité auprès de la Caritas Kolwezi

Suite de la page 16

les jetons de récupération des enfants entre autres.

Par ailleurs, la rencontre avec le Représentant provincial de la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), M. Jean Paul Djogo, a eu comme objet le plaidoyer pour la continuité du projet, vu que le gap est encore énorme dans la communauté, en termes d'acceptation de la vaccination.

Dans cette optique, le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl a suffisamment échangé avec le staff du projet Engagement communautaire au BDOM (Bureau Diocésain des Œuvres Médicales) sur la Vision du Réseau ainsi que la qualité de travail dans la mise en œuvre des activités du projet. Après avoir écouté toutes les doléances dudit staff, il a insisté sur la tolérance zéro concernant le retard dans la transmission des rapports.

## Des indicateurs du projet progressent favorablement

Le projet Engagement Communautaire dans la Vaccination est exécuté dans une région minière. Il est en son début et sans assises communautaires. Mais à ce jour, les Autorités provinciales reconnaissent l'appui de Caritas Congo Asbl qui fait que les

indicateurs dudit projet progressent favorablement.

La recommandation de BMGF est de continuer le suivi des activités, bien que la phase (celle qui est en cours depuis mars 2024) du projet se termine dans deux mois. Aussi, a-t-il souligné la nécessité d'une évaluation en cours de ce projet en vue de dégager et apprécier l'apport de l'appui de Caritas Congo Asbl 12 mois après ses interventions.

Pour sa part, le Secrétaire Exécutif de la Caritas Congo Asbl, a non seulement remercié la Fondation BMGF pour son financement, à travers PATH, mais aussi, plaidé pour la continuation du projet afin de répondre aux besoins des enfants et des femmes enceintes dans la vaccination, vu le gap qui existe encore dans le volet communautaire.

Il est à noter que le rapportage des activités est lié aux revues mensuelles des Zones de Santé qui valident les données ; mais, don't les dates ne sont pas autant respectées, cela, soit suite au retard d'appui financier, soit à d'autres sollicitations professionnelles. Par ailleurs, le défi en rapport avec les infrastructures routières délabrées et qui réduit l'accès aux Aires de Santé, est à compter parmi les

difficultés rencontrées par les Equipes sur terrain.

## Les Parties prenantes au projet CBE

Les Parties prenantes au projet CDEB sont le Gouvernement congolais/Ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale/Programme Elargi de vaccination/PEV, BMGF, DPS Lualaba, les 14 Zones de Santé, la Communauté.

L'objectif principal du projet CBE est d'impliquer la communauté pour améliorer la demande des services de vaccination afin de réduire le nombre d'enfants zéro dose et sous vaccinés et ainsi contribuer à l'éradication de la poliomyélite. Ses bénéficiaires sont les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et en âge de procréation.

D'une durée de 12 mois, ce projet touche 14 Zones de Santé de la Province du Lualaba. Le bailleur des fonds est la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), dont le Principal Réciendaire est PATH, qui appuie Caritas Congo Asbl dans l'organisation de mise en œuvre de l'engagement communautaire basé sur le Genre dans la vaccination et la lutte contre la poliomyélite dans la province du Lualaba.

*Guy-Marin Kamandji*





## Butembo-Beni : Bien que le contexte 2025 s'annonce complexe comme celui de 2024, les services de la Caritas déterminés à agir

*Après la messe, la deuxième partie de cette journée d'ouverture des activités 2025 pour le compte des services diocésains a été un moment d'échange. Ce dernier a eu pour cadre le bureau de la Caritas-Développement situé à Furu.*



Là, tous les agents ont suivi le discours de bienvenue prononcé par la Sœur Docteur Marie-Françoise SYAGHUSWA, Directrice du BDOM et l'allocation de vœux brossée par Adelard KAHOTWA, Coordinateur de la Caritas.

Dans ce mot de vœux, l'orateur a salué l'apport du BDOM dans le cadre de la lutte contre différentes sortes des crises sanitaires.

« Je vais singulièrement souligner l'apport du BDOM, notre département de santé qui a joué le rôle déterminant dans la prise en charge des populations affectées par diverses crises et d'autres maladies dans le strict respect de la déontologie professionnelle telle que définie par le serment d'Hippocrate. Par cette bravoure, de nombreuses vies ont été sauvées dans nos communautés avec

*l'espoir de faire davantage malgré les défis sanitaires considérables qui seront minimisés par votre expertise et vos efforts prochainement », espère-t-il.*

Adelard KAHOTWA a reconnu que le début de l'année 2025 s'apparente avec l'année passée au regard des crises exacerbées par l'activisme des rébellions au Nord, à l'Ouest et au Sud du Diocèse.

« Voici que nous avons commencé l'année 2025 avec un contexte sécuritaire et socio-économique similaire à celui de 2024, caractérisé par des défis humanitaires liés à la crise des ADF au Nord et à l'Ouest, la crise du M23 au Sud et la crise socio-économique au centre du diocèse suite au déplacement et à l'inaccessibilité aux champs et à d'autres activités de la paisible population. L'année 2025 s'annonce également avec beau-

*coup d'exigences, mais c'est avec foi, espérance et détermination que nous allons l'aborder. Ainsi, nous tenons à rappeler l'engagement social de l'Eglise ancré dans la dynamique de la charité qui donne raison à l'existence de la Caritas comme instrument de la Pastorale Sociale de l'Eglise dont se sert notre Evêque, Monseigneur Sikuli Paluku Melchisédech pour mettre en place les œuvres de la charité », rassure Adelard KAHOTWA.*

Malgré ce tableau, il encourage chaque agent à travailler avec courage pour répondre aux besoins des nécessiteux. Cela sera possible grâce à la communion, la réconciliation et le pardon qui vont cimenter l'unité, gage d'un succès commun, a conclu Adelard KAHOTWA.

Il faut rappeler que la Caritas-Développement Butembo-Beni renferme un certain nombre de structures techniques du Diocèse. C'est par elles que l'Eglise exerce sa Pastorale Sociale en ce qui concerne les affaires sociales, sanitaires et celles liées au développement en général.

**Patient Akilimali**



## Kasaï : Abbé Wilfreid Mboyo nommé Coordonnateur de la Caritas-Développement Mweka



Durant la messe d'action de grâce qui a eu lieu le 02 janvier 2025, le nouveau Coordonnateur a saisi l'occasion pour exprimer sa gratitude à Mgr Oscar, devant tout le Personnel de la Caritas-Développement Mweka : « Je remercie Mgr Oscar Nkolo qui a porté son choix sur moi. Je dis aussi merci à mes confrères ici présents, pour leur accompagnement, ainsi qu'à toute l'assemblée. Je ne peux que compter sur vos prières ».

Pour rappel, le Diocèse de Mweka est un diocèse catholique de la République démocratique du Congo situé à l'Ouest et à 250 km de Kananga, chef-lieu de la province administrative du Kasaï Central. Il sied de signaler que la province Ecclésiastique de Kananga compte neuf Caritas-Développement diocésaines : Kananga, Kabinda, Kole, Luebo, Lwiza, Mbuji-Mayi, Mweka, Tshumbe et Tshilomba.

Dans le cadre de la restructuration en vue du fonctionnement de sa Pastorale, il a plu à Monseigneur Oscar Nkolo, Evêque du diocèse de Mweka, de nommer Mr l'Abbé Wilfried

IMBOYO en qualité de Coordonnateur de sa Caritas-Développement diocésaine. Cette nomination est intervenue mardi 31 décembre 2024.

*Keren Lulu*

### Lisez-nous aussi sur les canaux suivants :

Site web : [www.caritasdev.cd](http://www.caritasdev.cd)  
 X (Twitter) : @CaritasCongo  
 Facebook : @CaritasRDCongo  
 Instagram : Caritas\_rdCongo  
 YouTube : Caritas Congo Asbl





## Nord-Kivu : Les conséquences humanitaires des crises M23 et ADF en Diocèse de Butembo-Beni



Kavogho est déplacée de guerre, cheffe de ménage de taille six et est âgée de 20 ans. Elle a fui la localité de Mbingi, un village de la Zone de Santé d'Alimbongo en territoire de Lubero. Il y a un mois depuis décembre 2024, elle était dans sa parcelle lorsque les rebelles du M23 ont envahi son village de Mbingi.

« Le mercredi de Noël, les affrontements entre FARDC et M23 se sont passés dans mon village. Nous pensions que le M23 était des militaires congolais, mais non! Nous avons dû fuir le village Mbingi via le village de Kasugho, craignant les violences armées qui pourraient être à la Route Nationale II » raconte-t-elle.

Ainsi, Kavogho et son époux, leur enfant d'une année et quatre mois et trois autres jeunes ont dû fuir Mbingi jusqu'à Butembo, une ville située à plus de 100 kilomètres au nord de son village d'origine. Il leur a fallu quatre jours de marche pour arriver à Butembo.

« Je n'ai pas de famille ici en ville de Butembo. Depuis tout ce temps, je vis chez un chef de quartier en commune Vulamba. Au début, nous sommes arrivés et avons passé 3 jours à la belle-étoile au balcon. Nous avons trouvé un homme qui nous a orientés chez le chef de quartier. Heureusement, il avait

deux chambres chez lui, et il nous a accordé ces chambres », relate Mme Kavogho.

A Butembo, cette déplacée de guerre n'a pas de famille et de connaissance. Pourtant, elle a dû fuir avec un garçon de 12 ans et deux filles de 15 ans et 17 ans. A cet âge, les filles ont des besoins spécifiques pour leur hygiène menstruelle. Les deux filles et la mère de l'enfant n'ont pas des dispositifs nécessaires pour leur santé sexuelle, pourtant une exigence sanitaire vitale et nécessaire pour leur dignité féminine.

Le mari de Kavogho n'a aucun boulot. Butembo étant une ville hospitalière aux déplacées, la mère de l'enfant d'une année et 4 mois circule de boutique en boutique, et d'autres espaces publics pour quémander auprès de gens de bonne volonté pour trouver de quoi nourrir sa famille. Avant la guerre du M23, elle n'avait jamais imaginé qu'elle serait mendicante.

« Chaque jour, je quitte mon domicile aux environs de 12h. En moyenne par jour, j'ai 10 milles francs congolais. C'est de ça que ma famille et moi nous survivons ici à Butembo » relate la déplacée Kavogho.

### Kavogho, un cas parmi une centaine des déplacés à Butembo

Avec le M23 en province du Nord-Kivu, il y a une crise humanitaire majeure. C'est sans oublier, des conflits armés persistants et impliquant les Forces démocratiques alliées (ADF) dans les territoires de Beni et Lubero depuis octobre 2014.

Ces violences continues ont entraîné des déplacements massifs de populations. Selon les données gouvernementales et humanitaires, la province du Nord-Kivu comptait déjà plus de 5 millions de déplacés avant la récente intensification des hostilités. Rien qu'en mars 2024, plus de 165 000 personnes ont été nouvellement déplacées vers Lubero, fuyant les violences dans les territoires de Rutshuru et Masisi après l'intensification des combats par le mouvement du M23 contre les FARDC. Ainsi, les besoins humanitaires ont accru dans la zone. Les femmes, les personnes du troisième âge, les personnes à mobilité réduite ainsi que les enfants sont les plus vulnérables pendant ce moment de crise.

### Besoins prioritaires des déplacés en Diocèse de Butembo-Beni

Les personnes déplacées dans ces régions font face à des besoins humanitaires urgents :

- **Sécurité alimentaire** : L'accès à la nourriture est une préoccupation majeure. Les ménages déplacés et les familles d'accueil n'accèdent plus à leurs champs. Ainsi, bien que les aides alimentaires soient là, mais elles sont souvent insuffisantes, obligeant les déplacés à s'aventurer hors des zones sécurisées et à tout risque, les exposant ainsi à des risques accrus de violences.
- **Santé** : Les infrastructures sanitaires ont subi des actes de

suite à la page 21



# Projet agro écologie : un exploitant familial dévient fermier à Luhonga

**M**onsieur Senga LUKEYA est père de famille et Président de l'association TWIBUNGE du village LUHONGA à environ 71 Kilomètres de Kongolo centre sur l'axe Mbulula. Cet exploitant familial accompagné par la Caritas – Développement Kongolo (CDK) à travers son projet "Promotion de la production agropastorale durable et diversifiée aux seins des exploitations familiales", financé par MISE-REOR. Après la première phase du projet (octobre 2021 – septembre 2024) dont les activités portaient d'une part, sur les plantations pérennes (cultures des bananiers, cultures d'ananas et des palmiers) et d'autre part, sur la pisciculture et l'élevage. A ce jour, Mr Senga est propriétaire d'une ferme agropastorale où l'on peut trouver plus de 50 têtes de chèvres, les porcs et volailles pour ce qui concerne l'élevage. Pour l'agriculture et l'agro-foresterie, Mr Segga dispose d'une plantation d'ananas, des bananes, des arbres fruitiers comme l'oranger, le manguier, l'avocatier ; et d'autres arbres comme le caféier et le palmier à huile.



Ce fermier affirme que l'accompagnement de la Caritas Kongolo à travers ce projet est très bénéfique pour sa famille et pour d'autres membres de l'association. Il suffit de mettre en pratique les approches vulgariser par cette structure " les enseignements reçus de la Caritas – Kongolo permettent de créer des richesses," a-t-il lancé. Car disait-il: " *Je faisais uniquement la culture vivrière; ce qui me servait de moyen de subsistance. La Caritas nous a appuyé et nous a recommandé de diversifier nos activités, notamment l'élevage et la culture pérenne à côté de la culture vivrière.*

*Voilà aujourd'hui, j'ai ma propre ferme et mes économies sont relevées grâce aux diverses productions de la ferme,"* a dit d'un ton jovial Mr Senga.

Rappelons que la deuxième phase du projet agro – écologie accompagne 500 exploitants familiaux. Les ménages ayant présentés de bonnes performances lors de la première phase ont été sevrés pour un accompagnement à distance en vue de consolider leurs acquis. Par ailleurs, 288 nouveaux ménages ont intégré le projet.

**Crispin N / CDK**

suite de la page 20

## Nord-Kivu : Les conséquences humanitaires des crises M23 et ADF en Diocèse de Butembo-Beni

vandalisme et d'autres sont débordées. Caritas Butembo-Beni, avec plus de 70 établissements de soins de santé, reste engagée à offrir les soins de santé aux déplacés et aux communautés autochtones pendant ce moment de crise humanitaire dans le diocèse.

- AME, KHI, Abri et infrastructures scolaires : les déplacés, autant dans les Diocèse de Butembo-Beni que de Goma, manquent d'installations adé-

quates, ce qui augmente les risques, d'abri, de santé, d'éducation et de protection.

- Protection : Les déplacés sont exposés à diverses violations des droits humains, notamment des enlèvements, des extorsions, du travail forcé, le recrutement d'enfants dans des groupes armés, des violences basées sur le genre et des meurtres.

La crise humanitaire au Nord-Kivu, particulièrement dans les terri-

toires de Lubero et Beni, demeure alarmante. Les déplacés font face à des défis multiples, et la fermeture de l'aéroport de Goma aggrave leur vulnérabilité. Une réponse humanitaire coordonnée et soutenue de la part des acteurs humanitaires et de la communauté internationale est cruciale pour atténuer les souffrances et œuvrer vers une résolution durable de la crise.

**Avec Caritas-Développement Butembo-Beni**

# Kinshasa : Caritas Congo Asbl et Caritas Développement Kinshasa remettent des kits de réinsertion professionnelle aux jeunes désœuvrés formés à N'djili et Masina



Une cérémonie de remise des kits de réinsertion socioprofessionnelle à 45 jeunes désœuvrés formés dans la ville province de Kinshasa à N'Djili et à Masina s'est déroulée vendredi 14 février 2025 à l'école Don Bosco de Masina à Kinshasa. Cette activité s'est inscrite dans le cadre du projet BANA MPE BILENGE, dans sa 2ème phase de la mise en œuvre.

En effet, ces jeunes ont bénéficié d'une formation adéquate dans deux centres : 35 jeunes filles étaient reçues chez « Les REBATISSEURS » pour l'Esthétique et Make-up ; et 10 jeunes garçons au Centre ADNC pour l'auto-école.

En plus du brevet de fin de formation, les 35 jeunes ayant suivi la formation en Esthétique et Make-up ont reçu les kits suivants : palette mascara, palette contouring, crayon, cil 680, ensemble fond de teint, trousse de pinceau, mèches, séchoir, lisseur, démêloir + peigne tige, ciseau, olive oil, shampooing, bain de crème, fixateur, colle lace et gel olive noir et blanc. Ceux formés en auto-école, ont été dotés des permis de conduire et des brevets témoignant leur formation au centre.

Après le souhait de bienvenue de M. Philibert Tulunda, chargé de programme la Caritas-Développement Kinshasa, a souhaité la bienvenue aux jeunes formés, à leurs parents et aux nombreux invités, M. Vincent

PILIPILI, Chargé de Projet de la Caritas Congo Asbl, s'est exprimé au nom de son Secrétaire Exécutif, Monsieur l'Abbé Edouard Makimba. Il a ainsi remercié le bailleur de fonds, la Caritas Australie, pour le financement dudit projet, la Caritas Kinshasa pour sa mise en œuvre, les agents de l'Etat pour leur soutien et leur présence à la cérémonie, ainsi que les parents pour avoir accompagné les jeunes durant leur formation jusqu'à la cérémonie de remise des kits.

M. Pilipili a particulièrement exprimé sa gratitude aux jeunes apprenants d'avoir montré la volonté d'apprendre. Il n'a pas oublié les centres de formation professionnelle pour avoir respecté le contrat conclu et leurs engagements de l'encadrement de ces jeunes. Il a exhorté les parents d'accompagner ces jeunes même à la maison, en les encourageant de travailler afin de ne pas retourner à leurs anciennes vies d'oisivetés.

Au-delà de la remise des kits, cette journée riche en émotion, a été marquée par des témoignages des bénéficiaires sur leur parcours.

« Je n'étudiais pas, j'étais à la maison sans rien faire. C'est une amie qui m'a parlé de ce projet de Caritas recrutant des jeunes désœuvrés pour apprendre des métiers au choix, alors je n'ai pas hésité de sauter sur l'occasion. J'ai suivi la formation en Esthétique et Make-up au centre les REBATISSEURS. Maintenant, je

peux devenir utile dans la société en créant mon propre business. Je remercie la Caritas Australie d'avoir soutenu ce projet », s'est réjouie Kubondila Caroline Kafuti.



Quant à Plamedie Mukoko Swadi, c'est une grande joie d'avoir fini la formation et d'avoir reçu son permis de conduire, y compris son brevet. « J'ai fait 6 mois de formation au centre ADNC. J'ai maintenant la capacité de déplacer un véhicule d'un endroit à un autre et de conduire à n'importe quel endroit. C'était une occasion en or. Heureusement que j'ai pu la saisir. Je remercie la Caritas pour cette action ».

Monsieur Joël LOSESE, Secrétaire Général adjoint du centre les REBATISSEURS, s'est aussi exprimé : « Nous avons reçus 35 jeunes filles qui sont venues apprendre l'Esthétique et Make-up pendant les 6 derniers mois de formation. Les apprenantes ont bien assimilé les cours et voilà aujourd'hui elles sont à la fin de la formation et ont reçu des kits de réinsertion professionnelle avec les brevets. Sur le plan de changement de mentalités, les filles se sont transformées ; les résultats sont positifs. Nous exprimons notre profonde gratitude au

*suite à la page 23*

## Haut-Katanga : Caritas Sakania-Kipushi apporte de l'eau potable à près de 2.000 élèves de l'EP Mwaiseni et 500 ménages de Kasumbalesa-Village



La Caritas-Développement Sakania-Kipushi apporte un véritable ouf de soulagement à la population de Kasumbalesa-Village en ce début de l'année 2025. En effet, mardi 07 janvier dernier, la Caritas Sakania-Kipushi y a inauguré une source d'eau potable. L'eau de ce puit est stockée dans deux citernes de 5.000 litres chacun, donnant une capacité de

conservation de 10.000 litres au total. Les bénéficiaires directs de ce projet sont les 950 élèves de l'Ecole Primaire (EP) Mwaiseni, 700 du Secondaire ainsi que 500 ménages de Kasumbalesa-Village.

Le forage de ce puit d'eau a été financé par le Diocèse de Freiburg/Allemagne, a indiqué Mme Mélanie Kama, Coordinatrice de la

Caritas-Développement Sakania-Kipushi. L'eau de ce puit est récupérée par une pompe hybride, alimentée par des panneaux solaires et le courant électrique. Le fonctionnement de ce puit se fait alors grâce à 4 vannes d'où jaillit de l'eau alimentée par les deux citernes installées. Pour assurer sa pérennité, la gestion de ce projet a été confiée à l'Abbé Charles Tshimpumpu, Responsable du Complexe Scolaire Mwaiseni.

Ces travaux ont été effectués dans la Cité frontalière de Kasumbalesa, précisément à Kasumbalesa-Village (Complexe Scolaire Mwaiseni de la paroisse Saint Paul).

*Guy-Marin Kamandji*

*suite de la page 22*

## Kinshasa : Caritas Congo Asbl et Caritas Développement Kinshasa remettent des kits de réinsertion professionnelle aux jeunes désœuvrés formés à N'djili et Masina

bailleur de fonds, la Caritas Australie, dont la générosité a rendu ce projet possible. Leur contribution a non seulement changé la vie de ces jeunes filles et garçons désœuvrés, mais a également semé les graines de l'autonomisation et de l'inclusion. Je salue aussi l'engagement de la Caritas Congo et de la Caritas Kinshasa pour leurs implications dans ce projet ».

Signalons qu'il n'y a pas eu un seul abandon, ni déperdition de la part de ces jeunes. Il reste encore 35 autres jeunes qui poursuivent la formation en Coupe et Couture,

qui bénéficieront aussi des kits au mois de juin 2025 après la fin de la formation.

Notons que ce projet envisage de toucher trois autres Communes : Selembao, Ngaliema et Mont-Ngafula.

Pour mémoire, en juillet 2024, la Caritas Congo Asbl avait ciblé 80 jeunes dont la tranche d'âge varie entre 18 et 24 ans pour le compte de la deuxième phase de mise en œuvre du projet « STREET CHILDREN AND YOUTH PROGRAM », autrement dit « BANA MPE BILENGE » dans les Communes de N'Djili et Masina.

L'objectif de ce projet est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et connaissances des jeunes sans emploi et autres acteurs dans les communes de la ville province de Kinshasa en leur apprenant un métier. Ce qui, indirectement, pourrait contribuer à la réduction du banditisme et de la délinquance juvénile. Car, plusieurs parents sont incapables de nourrir leurs enfants, encore moins de payer leur scolarité. Certains parents envoient leurs enfants dans la rue pour mendier ou chercher du travail.

*Keren Lulu*

# « SUCCÈS POUR ELLES : un projet visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes »



Photo archive : première édition de la Foire agricole de Kinshasa, organisée du 19 au 31 décembre 2021

**C**ontribuer dans les 3 zones du projet à l'autonomisation économique des femmes, principalement en appuyant des structures de l'écosystème entrepreneurial, à adapter leurs offres de services financiers et non financiers aux barrières structurelles rencontrées par les femmes entrepreneures, tel est l'objectif principal du projet "SUCCÈS POUR ELLES.

Ce projet est financé par l'Agence Française de Développement (AFD), à travers Expertise France, pour une durée de 18 mois.

Il met en œuvre des actions concrètes pour renforcer les capacités entrepreneuriales de 120 femmes opérant dans le secteur informel à Kinshasa, Kikwit et Bukavu, dont 60 à Kinshasa, 30 à Kikwit et 30 à Bukavu.

En fait, le projet « SUCCÈS POUR ELLES repose sur le soutien à l'utilisation créative des compétences des Entrepreneures Solidaires pour elles ». Ce projet s'engage à jouer un rôle significatif dans l'autonomisation économique des femmes en République Démocratique du Congo (RDC), visant ainsi à réduire

les inégalités entre les femmes et les hommes.

Caritas Congo Asbl travaille en consortium avec deux Organisations (Pull up et Alphanew). Elle assure le suivi-évaluation de ce projet.

Après son lancement, deux réunions de coordination, une réunion du comité de pilotage et un atelier de suivi et évaluation ont été tenus. A cela, s'ajoutent trois études organisées à Kinshasa, Kikwit et Bukavu sur le microenvironnement et la co-construction du cadre logique et du plan de suivi évaluation et apprentissage.

*Paris Mona*

## Le Coordonnateur de la Caritas-Développement Kongolo invite les jeunes à être dynamiques dans leurs activités pour améliorer leurs conditions de vie



Cet appel du Révérend Abbé Coordonnateur de la Caritas – Développement Kongolo a été lancé lors de la visite des activités sur terrain des jeunes accompagnés par la CDK à travers le Programme “Résilience et réinsertion socioéconomique des jeunes de Kongolo” (RRSE).

L'Abbé Joseph a récemment effectué cette visite de terrain dans la localité Imba (site de Keba), à Keba centre et à Kandolo (site de Kongolo centre) pour visiter les activités des jeunes et les encourager. Leurs champs, élevages et ateliers ont été visités. Dans son entretien avec ces derniers (les jeunes), le Coordonnateur de la Caritas les a invités à être dynamiques dans leurs activités en vue d'avoir des bons résultats pouvant leur permettre d'améliorer les conditions de vie “vous devez éviter la paresse et la distraction dans le travail, soyez dynamiques dans vos activités que ça soit pour le champ ou dans vos activités professionnelles ; ceci vous permettra d'avoir des bons résultats pour améliorer votre condition de vie” a dit en substance l'Abbé Joseph.

Le Coordonnateur de la CDK s'est dit par ailleurs très satisfait de constater que les parents sont impliqués aussi dans les activités des

jeunes pour les accompagner “Je suis très satisfait de constater que les parents accompagnent aussi les jeunes pour la réussite de leurs activités, ces jeunes ont besoin de votre sagesse et de votre encadrement pour aller de l'avant” a déclaré le Révérend Abbé.

Pour sa part, le Chef de localité Imba a saisi cette occasion pour remercier la Caritas Kongolo, structure qui met en œuvre ce projet et la Caritas Australie, son partenaire financier pour avoir ciblé sa localité dans cette deuxième phase du projet. Il a par ailleurs indiqué que depuis l'implémentation du projet dans sa juridiction, les jeunes autrefois désœuvrés ont une occupation pour leur autonomisation, le vol, le viol et d'autres antivaleurs ont sensiblement diminué à Imba.

A Keba comme à Kongolo centre, des témoignages concrets des effets du projet ont été donnés par les jeunes lors de cette rencontre avec le Coordonnateur de la Caritas Kongolo : « J'ai suivi une formation en ajustage dans le cadre du projet RRSE de la Caritas à la première phase. Aujourd'hui je suis ajusteur et on m'a engagé dans un atelier de la place ; je gagne de quoi vivre ; aussi la Caritas m'a pris comme formateur j'encadre les autres jeunes qui ont intégré

le projet et ayant choisi la filière d'ajustage » a témoigné Mutoro MINSHEHE, l'un des bénéficiaires de Kongolo centre. Dans le même sens, Daniella jeune accompagnée du quartier ville apporte une valeur ajoutée dans la vie de son foyer grâce à ses activités de coupe et couture ; elle a déclaré : « Mon mari me respecte et me donne de la valeur car je peux aussi contribuer financièrement aux besoins de notre foyer. Car la Caritas m'a formé en coupe et couture et aujourd'hui je suis capable de coudre et avoir mon argent ».

Pour mémoire, le projet RRSE est à sa deuxième année d'exécution (2023– 2028). Il est mis en œuvre par la Caritas – Développement Kongolo avec l'appui technique et financier de la Caritas Australie. Ce projet accompagne 1000 jeunes dans le Territoire de Kongolo dans les sites de Katea, Mbulula, Keba, Sola, Kaseya et Kongolo centre dans les activités, comme l'agriculture et l'élevage pour combattre l'insécurité alimentaire dans leurs familles et diversifier les sources des revenus, ainsi que la formation professionnelle pour la création des petites entreprises par les jeunes.

*Crispin NAWAJ*



## Kwilu : Caritas Congo Asbl lance une « Réponse multisectorielle d'urgence... » en faveur 33.400 bénéficiaires déplacés dans les Zones de Santé de Bagata et Kikongo

La Caritas Congo Asbl a récemment procédé au lancement du projet « Réponse Multisectorielle d'Urgence en Eau Hygiène et Assainissement et en Protection pour les Populations Déplacées et Vulnérables dans les Zones de Santé de Bagata et Kikongo, dans la province de Kwilu ».

Financé par le Fonds Humanitaire RDC pour une durée de 9 mois, ce projet a officiellement été lancé le 21 janvier 2025 lors d'une cérémonie organisée séparément dans deux localités distinctes, à savoir Bagata pour la Zone de Santé de Bagata, et Fatundu pour la Zone de Santé de Kikongo.

Ce projet cible 33.400 bénéficiaires directs dont 7.858 Femmes, 9.198 filles, 7.270 Hommes et 9.074 garçons ; mais aussi 36.3452 bénéficiaires indirects (120669 pour Bagata et 242783 pour Kikongo).

En effet, les bénéficiaires de ce projet sont des déplacés affectés par la crise aiguë due aux violences des milices Mobondo, initiées à Kwamouth (Maï-Ndombe) et propagées aux provinces de Kwango et Kwilu qui sont actuellement dans les zones de santé de Bagata et Kikongo (Kwilu). Cette escalade a entraîné des déplacements massifs, augmentant les besoins humanitaires en matière de protection, en Eau Hygiène et Assainissement (EHA), en sécurité et en prise en charge des Violences Basées sur le Genre (VBG).

Ce projet a pour objectif d'assurer une réponse multisectorielle d'urgence en matière de protection de l'enfant, de violences basées sur le genre et répondre aux besoins humanitaires en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) des populations déplacées et vulnérables dans les Zones de Santé de Bagata et Kikongo, province de Kwilu, afin de répondre aux besoins critiques en matière de sécurité, de dignité et de résilience communautaire.

La cérémonie du lancement a rassemblé un total de 100 participants, dont 60 hommes et 40 femmes, issus de toutes les couches



de la société. Ce rassemblement a marqué le début officiel des activités du projet et a permis de consolider les partenariats locaux, de présenter les objectifs du projet et d'assurer l'adhésion de différents acteurs aux interventions à venir. « Nous avons trouvé crucial de renforcer les partenariats locaux pour assurer une appropriation communautaire forte et la durabilité des actions mises en œuvre », a indiqué Dr Amédée YAMBI, Coordonnateur du projet.

En fait, parmi les activités en EHA qui représente 60% du projet à mettre en œuvre, la Caritas Congo Asbl procèdera à une distribution des Kits Hygiéniques d'Intimités (KHI) en faveur de 108 femmes et 92 filles en âge de procréation, à une mise en place de systèmes de collecte d'eau de pluie dans la structure sanitaire et les écoles, à la construction des 4 forages d'eau 2 par ZS, des 4 écoles, des 8 centres de santé et des 8 latrines hygiéniques et douches...

En matière des Violences Basées sur le Genre (VBG), ce volet représente 20% du projet. Les activités retenues seront d'organiser la formation professionnelle et dotation de kits en faveur des femmes et aux filles survivantes ou à risque de VBG, d'identifier les Établissements de soins de santé pour référencement, accompagnement et suivi des survivantes de VBG pour une prise en charge médicale appropriée, de distribuer les kits de dignité aux femmes et aux groupes les plus vulnérables par l'intermédiaire des établissements de soins de santé ciblés, de renforcer les capacités des prestataires et

RECO en VBG et sensibiliser la communauté à la prévention, aux mesures d'atténuation pour le VBG, aux services de prise en charge disponibles.

Pour la protection de l'Enfant qui représente aussi 20% du projet, il sera question d'organiser des sessions de sensibilisation communautaire pour informer sur les dangers de la séparation familiale. Il sera aussi question de former des pairs éducateurs au sein des communautés pour mener des campagnes de sensibilisation sur la protection des droits des femmes et des enfants et de former le personnel sur les droits humains et la protection des personnes déplacées.

Par ailleurs, au cours de cette mission, la difficulté majeure pour les agents de la Caritas était l'état de route sur terrain. Le tronçon Bagata-Bandundu comprend environ 140 Km ; malheureusement, plus de la moitié (environ 70 Km) est en très mauvais état. A cela s'ajoute le tronçon Bagata-Fatundu dans la ZS de Kikongo où la route est impraticable pour une distance de 145 Km, a fait savoir Dr Amédée YAMBI, Coordonnateur du projet.

« Ces réalités de terrain, en rapport avec l'accès surtout dans la ZS de Kikongo, nous ont poussés à formuler une recommandation en vue d'atteindre les résultats et de développer des stratégies spécifiques pour faire face aux difficultés d'accès routier », a ajouté Dr Amédée.

*Keren Lulu*



# D'importants résultats et des défis du projet LISANGA échangés avec les communautés au Forum de redevabilité et cohésion sociale de Mbankana

Rendre compte des avancées positives et des défis majeurs du projet LISANGA d'une part, et recevoir les avis et considérations des communautés qui en sont bénéficiaires d'autre part, tel est l'objectif général du Forum de redevabilité organisé du 27 au 28 mars 2025 à Mbankana. A l'initiative de la Caritas Congo Asbl, près de 180 personnes ont participé de manière interactive à ces assises, dans la salle de réunion de HPP/Ecole normale DNS Mbankana, située à environ 145 kms du centre-ville de Kinshasa. Ils sont venus de sept Communautés : Dumi, Molokaï, Nkomo-Chasseurs, Mbankana, Mongata, Mutsiene et Batshongo.

Ce forum a réuni dans cette salle les différentes parties prenantes de la « Réponse multisectorielle et intégrée pour la protection et la résilience communautaires des populations affectées par la crise de Mai-Ndombe, Zones de Santé de Kwamouth et de Maluku 2 - République démocratique du Congo », autrement dénommé « Projet LISANGA », afin de leur rendre compte des activités réalisées dans chacun de six volets de ce projet, tel que prévu et annoncé devant elles le 19 juin 2024. Il s'agit des Agents communautaires de tous les volets du projet Lisanga, Autorités civiles et militaires ainsi que des Leaders communautaires (Prêtres, Pasteurs et Imans) de toutes les communautés concernées par le projet, y compris les Staffs de chaque membre du Consortium de Lisanga. Le même exercice se tiendra à Kwamouth, du 10 au 11 avril 2025.

## Activités et défis majeurs présentés sous l'appréciation des communautés

Jeudi 27 mars 2025, trois Organisations ont présenté leurs ac-



tivités : Caritas Congo Asbl a parlé de la Redevabilité et actions de pérennisation du projet, tandis que MAGNA a planché sur le volet Santé-Nutrition et Caritas-Développement Kinshasa de la Relance agricole. A la dernière journée, STREET CHILD et ses deux Partenaires (Train Them To Fish et APE-DC-RDC) se sont penché sur le volet Education en urgence, alors que la Commission Diocésaine Justice et Paix de l'Archidiocèse de Kinshasa a abordé la Cohésion sociale et la Protection.

En plus de leurs réalisations, chaque Organisation a présenté les difficultés et défis majeurs pouvant entraver la bonne exécution de l'ensemble du projet. Des mesures de mitigation en rapport avec chaque difficulté et défi ont été proposés. Il était dès lors loisible aux Communautés de profiter de ce rappel des faits pour apporter

publiquement et librement leurs feedbacks, appréciations, revendications et recommandations dans un esprit constructif.

## La cohésion sociale promue avec émotion à travers des saynètes et danses

Par ailleurs, quelques conseils sur les bienfaits du vivre ensemble ont été inculqués aux communautés. Dans cette optique, quatre saynètes ont été jouées en synergie par des acteurs de deux Communautés Teke et Yaka. Ces pièces ont relevé la problématique de la coexistence difficile entre membres de deux communautés, notamment en termes de mariage et de solidarité des uns envers les autres depuis la crise de Mai-Ndombe. Grâce aux campagnes de sensibilisation des agents communautaires du projet Lisanga, insérées dans les saynètes, ces barrières dues à la rancœur ont été surmontées,





## **D'importants résultats et des défis du projet LISANGA échangés avec les communautés au Forum de redevabilité et cohésion sociale de Mbankana**

au grand soulagement des participants, dont certains ont fait couler des larmes d'émotion positive. Ces saynètes se terminaient par l'exhibition des danses des chansons de deux communautés, exécutées avec tellement d'engagement et d'enthousiasme qu'il n'était pas aisé au modérateur d'arrêter.

### **D'importants résultats réalisés par le projet LISANGA en 9 mois**

A environ neuf mois depuis son lancement, le Projet LISANGA a déjà réalisé d'importants résultats. « Vous venez de prouver que vous êtes effectivement dans le projet LISANGA, et cela, de plusieurs manières », a déclaré Mme Juliette Maquart, Chargée des Programmes de la Caritas International Belgique en RDC, dans son mot de clôture. Elle a avoué avoir failli pleurer en suivant les saynètes sur la cohésion sociale. « Cela veut dire que le projet a déjà réalisé d'importants résultats ; et pourtant, il n'en est qu'à environ neuf mois de son lancement ». L'oratrice a passé en revue les six volets dudit projet : « Les enfants vont à l'école. Des écoles qui étaient jadis fermées, ont ouvert leurs portes : une à Mongata et une autre à Dumi. C'est une grande réalisation. Sur le plan de la relance agricole, les commerçants qui ne savaient plus rallier Kinshasa à Dumi pour acheter les produits vivriers, le font actuellement, grâce à la production de la Saison A 2025 boostée par notre projet ». Mme Maquart a cité également la prise en charge des enfants malnutris qui a repris à Mbankana, Mbwene et à Mongata ; le mariage entre un Yaka et une Teke en janvier 2025 à Mbankana, comme illustration de la cohésion sociale, et tant d'autres résultats atteints dans divers volets. « Tout ce que nous avons réalisé, nous n'avons

fait qu'accompagner le travail que vous-même êtes en train d'abattre. Et cela, grâce à votre foi au projet LISANGA et votre dynamisme », a-t-elle souligné, avant de mettre en garde ses interlocuteurs : « Mais, nous n'avons pas encore gagné ». Elle a attiré l'attention sur un défi qui reste encore à relever : la protection : des enfants et de jeunes filles ; la problématique des Violences sexuelles, tant celles perpétrées par des hommes armés/militaires qu'en cas de mariage précoce.

« Passer deux jours ensemble, c'est une opportunité incroyable. Il n'y a pas beaucoup de projets où on organise ce genre de rencontre. Plusieurs fois, vous avez dit, nous sommes les ambassadeurs de la communauté. Ce projet pourra encore avoir plus de résultats si vous prenez votre rôle d'ambassadeur à cœur. Parce que vous ici et nous, on a une même compréhension du projet, des problèmes, défis et difficultés. Il faut que toute la communauté sache le plaidoyer que vous avez présenté dans cet atelier », a déclaré Mme Juliette Maquart.

Elle a remercié tous les participants, surtout ceux venus de plus loin, comme Nkomo-Chasseurs, Dumi, Mongata, Mutsiène. « Vous avez été toujours présents, très attentifs et avez participé aux échanges ». Et de conclure : « Je pense que ce Forum de redevabilité est une grande réussite. J'adresse ainsi mes remerciements à vous et à tous les Organisateurs, sous le lead de Caritas Congo Asbl, l'un des enfants du projet LISANGA. Continuons à être ensemble ; car, il y a encore beaucoup de défis à relever ».

Pour M. Tristan Bonyenga, Chargé de Projet de la Caritas Congo Asbl et Redeabilité du pro-

jet LISANGA, « l'objectif de ce forum a été d'offrir aux membres du Consortium et aux Communautés pour lesquelles le projet est dédié un cadre d'échanges afin de renforcer cette confiance entre ces dernières et les Staffs d'exécution du projet. Chaque partenaire s'est livré à présenter les avancées de ses réalisations, les défis majeurs ainsi que les responsabilités des communautés pour l'avancement optimal des activités ».

### **Des avis des participants sur le succès du Forum de redevabilité**

Le forum de redevabilité de Mbankana a été un succès ; car, il a atteint ses objectifs, comme l'ont reconnu les participants. « Je suis très content de voir toutes nos communautés du Plateau de Bateké, réunies ici à Maluku 2, pour échanger sur le projet LISANGA. Que Dieu nous donne la sagesse de le faire aboutir. Que sa bonne exécution nous ouvre d'autres projets de développement pour notre population. Soyons unis, vivons dans l'amour et la cohésion comme les enfants d'un seul père », a déclaré le Chef Teke Mayala Ngi de Mongata lors de la cérémonie de clôture du forum. Il a été suivi par son homologue Yaka, Nzonfini Manzanza Hyppolyte, Chef du village Nkomo-Chasseur : « Je remercie nos Partenaires du projet LISANGA. Mon message est celui de la cohésion sociale. Laissons les crocs-à-jambe afin de garantir un avenir meilleur pour nos communautés ». Il a fini son speech en rappelant l'esprit pacifiste de son grand-père, chef de Nkomo et les alliances tissées avec les Teke ne l'ont même épousé sa fille.

*Lire l'intégralité de cet article est sur le site [www.caritasdev.cd](http://www.caritasdev.cd)  
Guy-Marin Kamandji*



## La Caritas Goma assiste les déplacés – retournés à Sake et Kirotshé

Au total, c'est 29 933 ménages de déplacés – retournés (ceux qui ont décidé de rentrer chez eux après avoir fui un temps la violence) dont 20 953 ménages à Sake et 8980 ménages à Kirotshé qui reçoivent l'assistance en vivres, avec le financement du Programme Alimentaire mondial (PAM). C'est depuis la fin du mois de février 2025 qu'à Sake, 1331.353 MT tonnes en vivres soit 585.210 MT de céréales (Farine de Maïs) ; 643.731 MT légumineuses (haricot ou petit pois) ; 87,782 MT d'huile végétal et 14.630 MT du sel de cuisine sont en cours de distribution. Et à Kirotshé, le PAM – à travers son partenaire d'exécution – la Caritas Goma – a alloué 570.584 MT soit 250.806 MT de céréales ; 275,887 MT de légumineuses ; 37.621 MT d'huile végétal et 6 .270 MT de sel de cuisine. Cette distribution fait suite à une mission Go and see organisée par Caritas Goma et CH ACDD (partenaire de ciblage du PAM) en date du 17 au 20 février 2025 sur l'axe SAKE-Kirotshé – Shasha – Bweremana et Minova.

Respectivement des zones où les populations avaient fui les combats opposant les forces armées de la République Démocratique du Congo au M23 pour se réfugier à Goma, Sake et Kirotshé se voient petit à petit rempli de ses habitants. Ces déplacés retournés qui ont tout perdus pendant la période de la guerre, peuvent enfin pousser un ouf de soulagement depuis l'annonce de l'ouverture d'un accès humanitaire aux différentes ONGs œuvrant dans l'Humanitaire. C'est le cas de la Caritas Goma qui à travers son département des Urgences humanitaires sou-



lage tant soit peu les souffrances de ces retournés, estimés à plus de 42 600 personnes retournées dans les aires de santé de Sake, Kaduki, Kimoka, Kihindo et Shasha, soit 80 % des ménages qui étaient en déplacement, indiquent des sources humanitaires.

Le lundi 3 mars dernier, le PAM annonçait dans ses réseaux sociaux que plus de 200.000 personnes recevront environ 3.000 tonnes de nourriture en territoire de Masisi avant de déclarer, sur une note de regret, que près de 70% des stocks d'aide alimentaire ont été pillés à Goma et Bukavu laissant penser que l'aide serait à quantité réduite.

« Dans nos entrepôts à Goma, nous avons 13.000 tonnes [de nourriture] mais 9.000 tonnes ont été complètement pillées », a déclaré le PAM au cours d'une rencontre du Cluster sécurité alimentaire. « Nous devons donc maintenant faire face aux be-

soins des personnes déplacées dans les différentes localités dans le Nord-Kivu ».

En effet, la plupart des retournés retrouvent leurs villages après plus d'une année d'absence suite au conflit. Depuis le déclenchement de la guerre et surtout après l'occupation des villes de Goma et Bukavu par les éléments du M23, plus 21,2 millions de personnes sont touchées par les conflits armés, les déplacements forcés, la crise alimentaire et les épidémies. Face à cette crise, le Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo, Bruno Lemarquis, a fait rappeler la communauté internationale à redoubler d'efforts pour soutenir la réponse humanitaire en RDC.

Ces retournés sont dénués de tout et sont obligés de tout recommencer à zéro. Sur différents rapports humanitaires, on signale que plus des trois quarts de ces « déplacés-retournés » n'ont



## La Caritas Goma assiste les déplacés – retournés à Sake et Kirotshe

pas accès aux terres agricoles. Parfois à cause des combats, et parfois – dans la moitié des cas – parce que leurs champs sont occupés par d'autres à leur retour. D'après des chiffres de l'Office de coordination humanitaire des Nations unies (Ocha), 10% des personnes trouvent aussi leurs maisons ou champs occupés. Ceux qui autre fois étaient propriétaires se retrouvent dehors « chez eux » et ceux qui étaient agriculteurs se retrouvent sans terre cultivable. Quant à ceux qui étaient bergers, ils n'ont tout simplement plus des bétails. Une situation qui à la longue ne pourra que générer des conflits et des tensions en communauté, estimant plus d'un observateur.



Mais une chose à la fois, des distributions qui sont en cours à Sake et Kirotshe, visiblement viennent apporter espoir à ces familles retournées.

« Quand il n'y a plus d'espoir on meurt vite. Mais aujourd'hui, je pense avoir la force de me battre encore pour mes enfants et ce, grâce à la Caritas Goma et à PAM pour ce don des nourritures », a affirmé Uwera Marie, la trentaine, veuve et mère de 4 enfants dans le site de Sake.

Dans cette marée humaine venue prendre l'assistance, le

Directeur de la Caritas Goma, Abbé Pierre Kamani, s'est joint à l'équipe de l'Urgence pour distribuer aussi les vivres aux ménages. C'est ainsi qu'après avoir reçu les siens, Antoinette Chiza s'est adressée à l'homme de Dieu en disant: « Baba padiri (père, abbé, en swahili), la Caritas ne nous a pas oublié quand nous étions aux camps de déplacés à Lushagala, aujourd'hui, elle vient encore, grâce au PAM, vers nous avec de la nourriture. Vous êtes vraiment généreux car cela montre que notre souffrance est la vôtre aussi. Que Dieu vous bénisse ». Sur ces mots, Antoinette est partie transportant tant bien que mal son colis avant que sa silhouette ne se perde dans la foule.

Tenant compte de la disponibilité des vivres, le PAM a réajusté la ration alimentaire de 30 jours par personne qui se présente comme suit : farine de maïs : 200g, haricot/petit pois : 220, huile: 30g, sel:5g.



Au-delà de la distribution des vivres dans ces deux sites, les activités de nutrition préventive et sensitive sont organisées. Il s'agit des activités de dépistage des enfants de 6 à 59 mois; femmes enceintes et allaitantes, sensibilisation ANJE (Alimen-

tation des Nourrissons et des Jeunes Enfants), sensibilisation sur les groupes d'aliments et démonstrations culinaires (échantillons FA ET FA et hommes). Les enfants de 6-59 mois ayant le périmètre brachial < 115 mm sont déclarés avec malnutrition aiguë sévère (MAS) et sont référés au centre nutritionnel le plus proche. Également les enfants avec un périmètre brachial > ou = 115 et < 125 sont déclarés avec malnutrition aiguë modérée référés aussi à leur tour dans un centre de santé. Les femmes enceintes et allaitantes avec un périmètre brachial < 230 mm sont référés au centre de santé le plus proche où elles bénéficient aussi d'un conseil nutritionnel. Une enquête nutritionnelle portant sur les habitudes alimentaires est réalisée sur le site. En ce qui concerne la nutrition préventive la farine fortifiée (6 kgs pour chaque FA et FE) et plappy doze (30 sachets par mois pour chaque enfant) sont aussi distribués.

Notons aussi que lors des distributions, les officiers de protection se chargent de rappeler le nouveau paquet des vivres par personne, d'accompagner les personnes à besoins spécifiques, à gérer les plaintes sur la table des plaintes et Feed back et de les inviter au lavage des mains. Des focus group pour récolter les éléments liés à la protection sont organisés journalièrement.

Signalons que la période de la distribution est de 15 Jours sur le site de Sake et 6 jours pour le site de Kirotshe.

*Lydie Waridi Kone*



## Acheminement des poches de sang de Kinshasa à Goma : une coopération internationale exemplaire dans la crise

Le Gouvernement congolais a récemment annoncé l'envoi de 1.200 poches de sang à Goma pour aider les victimes des conflits armés dans la région du Nord-Kivu, essentiellement les blessés par balles. Cette initiative, annoncée par le Ministre de la Santé Publique, Roger Kamba, vise à répondre à l'urgence humanitaire causée par les affrontements avec les rebelles de M23, soutenus par le Rwanda. C'est dans cette optique que l'OMS a facilité mardi 04 mars 2025 l'acheminement à Goma d'au moins 500 poches de sang et plusieurs intrants vitaux.

Selon le Responsable de cette agence du système de l'ONU en RDC, Thiemo Balde, cité par Radio Okapi, cette aide humanitaire a été collectée à Kinshasa par le Ministère de la Santé publique. Il dit avoir réceptionné cette cargaison à la Grande barrière, frontière entre Goma (RDC) et Gisenyi (Rwanda), avant de la remettre à son tour à la Coordonnatrice provinciale du Centre de transfusion sanguine au Nord-Kivu, Merveille Rubakare.

Cette opération humanitaire, soutenue par les Agences du

Système des Nations Unies, démontre une coopération internationale exemplaire dans cette crise. Le Ministre de la Santé Publique, Roger Kamba, avait déjà reconnu lors d'un briefing de presse conjoint tenu à Kinshasa jeudi 27 février 2025 avec son Collègue de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, que cette opération était réalisée avec le soutien des Partenaires du Gouvernement.

"Le besoin en poches de sang est constant ; car, le nombre de blessés ne cesse d'augmenter. C'est pourquoi nous devons poursuivre la campagne de collecte de sang à travers le pays. Donner du sang est un acte de solidarité directe", avait déclaré le Ministre de la Santé Publique.

En effet, débordés par un afflux constant de blessés par balles, les hôpitaux de Goma ont un besoin croissant de poches de sang.

En plus des poches de sang, des médicaments ont aussi été envoyés pour améliorer la prise en charge médicale des blessés. Toutefois, la logistique reste un



Bacs contenant des poches de sang  
Photo d'archives CNTS

défi majeur : "Vous savez que les trajets pour acheminer ces stocks sont longs. Nous négocions avec nos partenaires des agences du système de l'ONU", a relevé le Ministre Kamba.

En outre, la conservation du sang constitue également un enjeu crucial. " Le sang donné aujourd'hui peut être conservé pendant 35 jours ; mais, pas plus de 40 jours. De plus, une fois sorti des frigos, le sang ne peut être conservé plus de 3 jours". Voilà pourquoi le Gouvernement et ses Partenaires s'investissent pour organiser efficacement cette chaîne de conservation, afin d'éviter tout gaspillage. Une coopération exemplaire, visant à sauver des vies, à saluer à juste titre.

*Guy-Marin Kamandji*

## Crise de Mai-Ndombe : Caritas Développement Kinshasa a appuyé 200 ménages déplacés en intrants agricoles et vivres dans la Zone de santé Maluku 2

Caritas-Développement Kinshasa a procédé à la distribution des intrants agricoles et vivres à 200 ménages déplacés dans la Zone de Santé de Maluku 2. C'était mercredi 05 février 2025, dans le village de Nkomo-Chasseur. Les bénéficiaires de cette action sont des personnes déplacées suite aux affrontements entre deux groupements Teke et Yaka.

Cette aide s'inscrit dans le cadre du projet « Réponse multisectorielle et intégrée pour la protection et la résilience communautaires des populations affectées par la crise de Mai-Ndombe, Zones de Santé de

Kwamouth et de Maluku 2 - République démocratique du Congo ». Il est cofinancé par la Direction générale de la Commission européenne en charge de l'aide humanitaire (DG-ECHO).

Ces intrants agricoles ont été constitués des semences telles que tomate, amarante, aubergine, piment, gombo, haricot et arachide. En outre, les outils aratoires étaient composés de houe, râteau, bêche, arrosoir, bidons et pulvérisateur. Des vivres ont été ajoutés à ces intrants agricoles. Il s'agit de : farine de manioc, farine de maïs, haricot, maïs, sel et huile végétale.

Cette assistance leur permettra d'augmenter leurs rendements agricoles afin d'influencer positivement sur leurs habitudes alimentaires.

Les bénéficiaires ont exprimé leur gratitude pour ce projet et ont promis d'en faire bon usage. C'est le cas de Madame Sylvie, mère de 4 enfants, résidente du village Nkomo-Chasseur. Elle a remercié le projet Lisanga de penser à eux, car cette aide est d'une grande importance pour leur communauté.

*Keren Lulu*

# Lutte contre la malnutrition au Sud-Kivu : les ménages outillés et encadrés par Caritas Congo Asbl à l'œuvre pour améliorer leur productivité agricole

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Multisectoriel de Nutrition et de Santé (PMNS) dans sa composante de la Nutrition à Assise Communautaire (NAC), Caritas Congo Asbl a distribué des outils aratoires, des produits phytosanitaires et semences pour la culture maraichère à 11.481 bénéficiaires essaimés dans les Zones de Santé de Katana, Mubumbano, Uvira et Nundu, réunies au sein de 1.345 Cellules d'Animation Communautaire (CAC). Cette opération a eu lieu entre octobre et novembre 2024.



Entre janvier et février 2025, les bénéficiaires encadrés techniquement par les moniteurs agricoles locaux se mettent à l'œuvre pour, non seulement combattre la malnutrition au sein de leurs ménages, mais aussi, et surtout, optimiser leurs pratiques agricoles, améliorer leur productivité et respecter les normes environnementales.

C'est le cas des bénéficiaires regroupés dans la Cellule d'Animation Communautaire (CAC) Mboko 5 dans la Zone de Santé de Mboko, Zone de Santé de Nundu qui récoltent les amarantes. Même activité à la CAC MUSUSU III de l'Aire de Santé de Lubona dans la Zone de Santé de Mubumbano où les ménages bénéficiaires ont mis en terre des plantules des choux et sont prêts à les récolter.

Dans la Zone de Santé d'Uvira, 150 Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes (FEFA) de la première cohorte sur une cible de 413, soit 36.3 % des ménages, dans les Aires de Santé Kilomonie, Mario Vannucci, SOS Kala, Makobola, Etc. ayant des enfants malnutris ont reçu des appuis en Activités Génératrices des Revenus (AGR) individuelles en février 2025. Elles ont été encouragées à se réunir en Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC) pour renforcer leurs activités quotidiennes afin d'améliorer le panier de la ménagère (diversification alimentaire).

Pour rappel, le PMNS/NAC est financé exclusivement par la Banque Mondiale, à travers l'UG-PDSS et mis en œuvre au Sud-Kivu par le Groupement Caritas Congo Asbl-TPO RDC-CHWID.

*Guy-Marin Kamandji*



# Kongo Central : Caritas Congo Asbl et PEV National en mission conjointe de suivi des activités du T3 du projet de renforcement de vaccination de routine

Caritas Congo Asbl a récemment effectué une mission de suivi conjointe avec le PEV (Programme Elargi de vaccination) National dans le Kongo Central, dans le cadre du projet d'appui aux OSC pour le renforcement de la vaccination de routine et de suivi des activités du vaccin anti paludique intégré dans le calendrier du PEV depuis Octobre 2024 et don't l'introduction au pays a commencé dans cette province. L'exercice avait consisté à porter un regard rétrospectif sur le niveau de mise en œuvre des activités planifiées pour le deuxième Trimestre (T2) afin d'en évaluer la réalisation, tout en identifiant les éventuels goulots d'étranglement. Cette mission s'est déroulée du 02 Au 08 Mars 2025 dans les zones de santé et antennes de Matadi et Boma.

« Notre descente sur terrain en compagnie du Chef de Service de communication PEV du niveau national était l'occasion de tâter le degré d'implication des antennes PEV ciblées par ce projet. Pour ce faire, nous avons tenu des séances de travail dans leurs bureaux respectifs pour leur présenter des civilités et nous enquêter de l'évolution des activités PEV en général et celles de ce projet, spécialement la récupération des enfants sous vaccinés ainsi que les activités en lien avec le VAP en particulier », un signifié Dr Guelord Lusanga.

Et d'ajouter : « Après les échanges, nous nous sommes rassurés que les activités PEV en général se déroulent sans contrainte dans les deux antennes, les vaccins et leurs consommables sont disponibles, les BDOMs travaillent aux côtés des antennes provinciales PEV dans la mise en œuvre des activités et les antennes avaient bel et bien reçu des BDOMs des fonds dédiés à la mission de supervision des activités dans les ZS au T1 ».

Outre, les antennes PEV Boma et Matadi avaient participé le 07



mars 2025 à Matadi à la séance de travail d'évaluation interne d'évolution des activités du projet depuis le début jusque fin décembre 2024, en présence des quatre MCZ de l'antenne Matadi et du MCP PEV ; démontrant une fois de plus leur implication et collaboration dans le cadre de ce projet.

Des matériels médicaux et de visibilité livrés

Par ailleurs, la délégation de la Caritas Congo Asbl, conduite par Dr Guelord Lusanga, a livré des matériels médicaux et de visibilité du projet aux Zones de Santé ciblées. Descendant dans les ZS de Kitona et Muanda dans le cadre de suivi des activités du projet, elle a transporté de l'antenne Boma vers les deux BCZ les matériels médicaux et de visibilité dédiés aux seize « Etablissements des Soins de Santé (ESS) de ces deux ZS.

Il s'agit notamment des gants, gel hydro alcoolique, tentes, dossards pour Relais Communautaire (RECO), T-Shirts, gilets, banderoles et Jetons d'identification des enfants...

Les agents du BDOM Boma qui nous ont tenu compagnie ont procédé à la livraison desdits matériels aux membres des ECZ, qui à leur tour vont établir un plan de

distribution pour les envoyer dans les ESS respectifs.

Pour rappel, d'une durée d'une année, ce projet couvre huit Zones de Santé (ZS) du Kongo Central : ZS Nzanza, Nsona Mpangu, Inga et Matadi pour le BDOM Matadi (qui assure la mise en œuvre) et les ZS Boma, Boma Bungu, Moanda et Kitona pour le BDOM Boma.

Pour mémoire, dans le cadre de l'appui au plan de rattrapage des enfants zéro dose et sous-vaccinés en RDC, Caritas Congo Asbl, partenaire du Gouvernement congolais, s'est engagée dans la mobilisation des ressources auprès des Bailleurs de fonds, don't GAVI Alliance, à travers SANRU. Ce financement, initialement prévu pour appuyer le plan d'accélération de la vaccination contre la COVID-19, a été orienté vers le renforcement de la vaccination de routine avec focus la recherche et l'atteinte des enfants « zéro dose », sous ou incomplètement vaccinés. Le but est de renforcer, non seulement la communication de proximité, mais aussi et surtout appuyer la vaccination de routine avec la recherche des enfants « zéro dose », sous ou incomplètement vaccinés dans 3 provinces de la RD Congo.

*Guy-Marin Kamandji*

## Sud-Kivu: Caritas Congo Asbl dote les Femmes Enceintes et Allaitantes des AGR individuelles pour lutter contre la malnutrition dans leurs ménages



**C**aritas Congo Asbl et ses deux Structures diocésaines Caritas-Développement Bukavu et Caritas-Développement Uvira procèdent au renforcement des AGR individuelles aux Femmes enceintes ou allaitantes ayant au minimum un enfant malnutri dans leurs ménages. Du 05 au 07 février 2025, c'était le démarrage de cette opération dans cinq Cellules d'Animation Communautaire (CAC) de l'Aire de Santé de Kimanga, en Zone de Santé d'Uvira. 150 femmes de la première cohorte ont été servies sur les 413 attendues.

Cette dotation se poursuivra bientôt sur d'autres sites. Chaque bénéficiaire a reçu une enveloppe de 40 dollars US. Les cinq Cellules d'Animation Communautaire de l'Aire de Santé de Kimanga ayant reçu le Cash sont les suivantes : De la Paix, du Congo, du Pionnier, du Stade et Kabungulu.

Cette assistance en AGR (Activités Génératrices des Revenus) vise à lutter contre la malnutrition et encourager ces femmes bénéficiaires à se réunir en AVEC (Association Villageoise d'Epargne et de Crédit) pour renforcer leurs activités quotidiennes afin d'améliorer le panier de la ménagère (diversification alimentaire).

L'une des bénéficiaires a exprimé sa satisfaction et sa gratitude pour l'appui reçu : « Je réponds aux noms de Gislaine Maganga, du Quartier Kimanga sur l'avenue de la Paix, de l'Aire de Santé Kimanga. Je suis très heureuse de recevoir cette somme d'argent. Ça me permet de faire évoluer mes activités et contribuer à l'amélioration des conditions de vie de ma famille. Ce projet nous a déjà appuyées en intrants agricoles et semences améliorées. Je vous remercie pour tout cela. Ne vous limitez

pas à nous seulement : continuez à aider aussi d'autres femmes vulnérables afin d'améliorer la santé de nos enfants. Je réitère ma gratitude et vous recommande à la bénédiction de Dieu ».

En fait, le développement commence par la base. Et la communauté en constitue son socle pour une résilience plus forte.

Pour mémoire, cette activité s'inscrit dans le cadre du Programme Multisectoriel de Nutrition et de Santé (PMNS), dans sa composante de la Nutrition à Assise Communautaire (NAC), financé par la Banque Mondiale, à travers l'UG-PDSS et mis en œuvre au Sud-Kivu par le Groupement Caritas Congo Asbl-TPO RDC-CHWID.

*Guy-Marin Kamandji*

## Kwilu: Caritas Congo a remis des fauteuils roulants aux personnes en situation d'handicap à Bagata et Kikongo



Kwilu, le 03 avril 2025 (caritasdev.cd) : Une Cérémonie de remise de fauteuils roulants a été organisée dans la zone de Santé de Bagata et Kikongo dans la province de Kwilu le 23 mars 2025 dans cadre du projet de « Réponse Multisectorielle d'Urgence en Eau Hygiène et Assainissement et en Protection pour les Populations Déplacées et Vulnérables dans les Zones de Santé de Bagata et Kikongo, Province de Kwilu ». Financé par le Fonds Humanitaire RDC, ce projet est mis en œuvre par la Caritas Congo Asbl.

En effet 30 personnes vivant avec handicap ont été servis ,dont 16 à Bagata et 14 à kikongo, en présence de plusieurs autorités, notamment l'Administrateur du territoire, le Médecin Chef de Zone, l'ANR, La police, les chefs coutumiers, le comité local de sécurité etc...

Cette initiative a apporté un soutien concret et significatif aux personnes déplacées vivant avec un handicap à Bagata et Kikongo. Elle témoigne de l'engagement des acteurs humanitaires à répondre aux besoins spécifiques des populations les plus vulnérables et à promouvoir leurs droits et leur

dignité.

Dans son mot de circonstance, le MCZ de Bagata a loué ce geste« Nous disons merci au Fond Humanitaire et à l'équipe de Caritas Congo Asbl d'avoir pensé à nous. Nous la remercions également pour grands lots de matériels qui vont servir nos frères et sœurs vulnérables ainsi que la grande imprimante qui aidera beaucoup la zone de santé surtout que nous étions en souffrance par rapport à l'imprimerie. Au nom du chef de Division provinciale la santé Kwilu et au nom de tous les membres de la Zone de santé de Bagata nous vous disons encore merci », s'est-il exprimé.

Les bénéficiaires ont exprimé leur joie et satisfaction pour la remise de ces fauteuils roulants remis par la Caritas Congo.

En dehors de la remise des fauteuils roulants, plusieurs activités ont été menées notamment :

La Redynamisation et renforcement des capacités des Organisations à Base Communautaires(OBC) : 25 OBC ont été renforcées en capacités en tant qu'acteurs clés de la réponse humanitaire, afin d'améliorer les

conditions de vie des populations vivant dans leurs communautés.

La mise en place des comités de gestion de plainte et de redevabilité. De Focus group a été organisé dans chaque ZS sur la masculinité positive et sur la communication. Les sensibilisations des populations sur les Violences Basées sur le Genre (VBG), Protection de l'enfant et l'Eau Hygiène et Assainissement (EHA), poser des pancartes.

La réunion de Coordination du consortium renforcement capacité des partenaires a été tenue.

Pour rappel Au mois de janvier 2024, le staff de Caritas Congo Asbl avait procédé au lancement du projet de « Réponse Multisectorielle d'Urgence en Eau Hygiène et Assainissement et en Protection pour les Populations Déplacées et Vulnérables dans les Zones de Santé de Bagata et Kikongo, Province de Kwilu ». L'équipe de Caritas Congo Asbl avec l'appui des ECZS de Bagata et Kikongo ont accompagné les communautés formées dans la mise en pratique des notions reçues sur l'Eau Hygiène et Assainissement (EHA), la Protection de l'Enfant et la Prévention de Violences Basées sur le Genre (VBG).

*Keren Lulu*

# Le projet de suivi post-distribution (PDM) des moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) : les avancées obtenues en 2024

En 2024, malgré l'insécurité dans certains coins où le projet de suivi post-distribution (PDM) des moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) est exécuté, plusieurs avancées ont été enregistrées.

L'expérimentation du slogan « Zéro Palu » s'est étendue, grâce aux activités visant principalement à évaluer la présence de MII, l'utilisation et l'état des MII, et secondairement à sensibiliser les ménages sur leur utilisation correcte de MII dans les provinces de l'Ituri, Kwilu et du Kongo Central.

Ces activités ont été réalisées grâce au partenariat entre le Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévoyance sociale et Against Malaria Foundation. La Caritas Congo Asbl assure la mise en œuvre du projet.

En fait, le suivi post-distribution des MII a été mené dans l'ensemble des 36 zones de santé de la province de l'Ituri. Il s'agit de : Adi, Adja, Angumu, Ariwara, Aru, Aungba, Bambu, Biringi, Boga, Bunia, Damas, Drodoro, Fataki, Gety, Jiba, Kambala, Kilo, Komanda, Laybo, Linga, Lita, Logo, Lolwa, Mahagi, Mambasa, Mandima, Mangala, Mongbwalu, Nia-nia, Nizi, Nyankunde, Nyarambe, Rethy, Rimba, Rwampara et Tchomia.

Lors de la campagne de distribution de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII), un total de 4 024 004 MII a été distribué à 1 349 668 ménages dans ladite province. Cela afin d'évaluer l'impact de cette distribution. Le premier suivi post-distribution (PDM 9) a été

organisé en septembre et octobre 2024, soit neuf mois après la campagne. Cette étude a porté sur l'ensemble des 36 zones de santé de la province. Les PDM 18 et 27 suivront respectivement dans 18 et 27 mois.

L'enquête de suivi post distribution a couvert 82% des 20 622 ménages prévus (soit 16 829 ménages visités) et 78% des 1 212 ménages à revisiter.

Notons que l'objectif de ce suivi a été d'évaluer l'efficacité de la campagne de distribution, identifier les éventuels problèmes d'accès ou d'utilisation des MII, et ajuster les stratégies de lutte contre le paludisme en conséquence.

En raison de l'insécurité, les zones de santé de Jiba et Kilo, ainsi que 129 villages répartis dans 24 autres zones, n'ont pu être atteints. Ces zones représentent 2709 ménages non visités.

Une formation de trois jours a eu lieu dans les Pools de Bunia et Mahagi, destinée à 12 superviseurs et 60 enquêteurs (dont 28 femmes). Les deux premiers jours ont été consacrés à la théorie du PDM et à la formation pratique sur le logiciel ODK Collect. Le troisième jour, un test d'évaluation et un briefing ont été organisés. Un test pilote a été mené les 16 et 17 septembre dans les aires de santé de Bunia (Nyakananza) et de Mahagi (Mahagi Mission), malgré des interruptions dues aux fortes pluies. Les enquêteurs ont collecté des données dans des quartiers spécifiques de ces aires de santé.

Les enquêteurs recrutés

localement ont été renforcés en capacité avant le déploiement sur terrain.

Dans les Zones de Santé et villages où il y a eu accès, les enquêteurs ont bénéficié de la bonne collaboration des équipes cadres des Zones de Santé, les infirmiers titulaires, les autorités politico-administratives (chefs des collectivités, chefs des groupements, chefs des localités, villages, quartiers et avenues) et les chefs des ménages.

Les activités réalisées ci-haut dans la province de l'Ituri, ont également menées dans la province de Kwilu et Kongo Central.

Au Kwilu, 3 563 643 moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) ont été distribuées, couvrant ainsi 1 158 119 ménages. L'enquête de suivi post distribution, réalisée 27 mois plus tard, a atteint un taux de réalisation de 97% (17 072 ménages visités sur 17 619 prévus). Un taux de complétude de 95% pour les revisites (1 007 sur 1 056). Il est à noter que 16 villages de 5 Zones de santé n'ont pas pu être inclus dans l'enquête en raison de contraintes sécuritaires, ce qui représente 327 ménages non visités.

Dans la province du Kongo Central, 2 922 902 moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) ont été distribuées à 1 247 966 ménages en décembre 2023. Un premier suivi (PDM 9) a été mené en entre septembre et octobre 2024 afin d'évaluer l'impact de cette campagne.

*Paris Mona*

# Journée Internationale des Femmes 2025 : un café d'échange donne la parole aux femmes travailleuses de la Caritas Congo Asbl

Dans le cadre de la commémoration de la journée internationale des femmes 2025, la Cellule de Communication de la Caritas Congo Asbl a organisé ce vendredi un café d'échange avec les femmes travailleuses de cette institution. Au cours de leurs échanges, elles ont abordé le thème international de cette journée du 08 mars 2025 : « **Pour toutes les filles et femmes : droits, égalité et autonomisation** ».

Cette activité a permis aux participantes de comprendre l'importance de cette journée et aussi d'explorer les différentes idées, points de vue de femmes sur le thème retenu par les Nations Unies pour cette année. Elle leur a également donné l'opportunité à une discussion libre, ouverte et créatrice de discuter sur divers sujets qui concernent les femmes.

Les femmes travailleuses de la Caritas ont aussi orienté leur pensée vers les femmes de l'Est de la RDC, affectées par les violences sexuelles pendant la guerre.

**Femme : ne pas se plaindre, mais redorer son image et redéfinir son combat**

Interviewée par caritasdev.cd, pour cette occasion, **Madame Benitha Tandundu** a indiqué que cette journée dépasse largement le cadre d'une simple commémoration. C'est un appel vibrant à l'action, une invitation à transformer les aspirations en réalités tangibles. Le thème

"Droits, Égalité, Autonomisation" nous interpelle : « comment pouvons-nous concrètement traduire ces idéaux dans nos actions quotidiennes ? ».

Cette célébration nous offre l'opportunité de partager nos expériences, d'échanger des idées novatrices et de construire ensemble un avenir où les droits des femmes sont non seulement reconnus ; mais, pleinement respectés et garantis. Il est temps de soutenir activement les organisations qui œuvrent pour la promotion des droits des femmes, de plaider en faveur de politiques inclusives et d'instaurer l'égalité dans tous les aspects de la vie, a ajouté Madame Benitha.

« Ensemble, franchissons le pas des paroles aux actes. Engageons-nous à créer un monde où chaque femme peut s'épanouir pleinement et librement. Rejoignez-nous pour faire de cette journée un catalyseur de changement durable ! », a déclaré Madame Benitha.

Quant à **Madame Generose Mbala**, elle a fait comprendre que la journée du 08 mars est une occasion de sensibiliser davantage la femme d'agir en vue d'améliorer sa place dans la société.

Par rapport au thème retenu pour cette année, je vais me pencher sur le concept autonomisation. Pour moi, c'est donner l'opportunité et le moyen à la femme, l'accessibilité aux fonds et voir comment elle peut

se lancer elle-même à travers ses compétences.

« Encourager les femmes à l'entrepreneuriat en les appuyant dans leurs petites activités génératrices de revenus. Elles apportent une contribution, petite soit-elle telle, pour épauler leurs maris. D'autres femmes contribuent énormément, quelles que soient les entreprises, dans les exploitations agricoles, comme entrepreneuses ou employées, ou par leur travail non rémunéré à la maison, où elles s'occupent de leurs familles toutes entières », a fait savoir Madame Generose.

Elle a aussi insisté sur l'éducation, la formation et la compétence des femmes. Quand une femme est éduquée et formée, elle va donner le meilleur d'elle-même et va se démarquer. C'est la femme elle-même qui doit se valoriser.

« Donner la chance aux femmes à être éduquées et formées », a souligné **Madame Generose**.

Dans son speech, Madame Generose a rappelé que cette journée est une occasion de penser aux femmes de l'Est qui subissent des violences diverses liées à la guerre. C'est une belle opportunité en ce mois de mars de sensibiliser d'autres femmes et dire non à cette guerre. « Nous les femmes, nous devons hausser le ton et agir par rapport à ce qui se passe à l'Est de notre pays. Nous sommes de cœur avec les femmes de l'Est qui sont à la merci de tout



# Journée Internationale des Femmes 2025 : un café d'échange donne la parole aux femmes travailleuses de la Caritas Congo Asbl

le monde. Nous prions pour elles; mais la prière seule ne suffit pas. Nous devons agir avec des actions concrètes comme le soulèvement de femmes à travers le mémo, les sensibilisations et vulgarisations de messages de lutte contre les violences, les collectes de fonds, etc. Nous, en tant que femmes, nous sentons plus cette douleur que les hommes, car c'est nous qui donnons la vie ».

Pour **Madame Keren Lulu**, ce qu'il faut savoir du 08 mars est que cette journée n'est pas une journée festive durant laquelle il faut célébrer la femme en lui offrant des cadeaux. C'est plutôt une journée de réflexion des femmes afin de lutter pour nos droits.

Le thème retenu résume tout ce que nous revendiquons chaque 08 mars, droits, égalité, Etc. L'égalité de droits sociaux devient obligatoire à tous les niveaux.

« J'encourage fortement les femmes et filles à travailler durement ; car, cela leur éviterait toutes sortes d'exploitation et abus sexuels. L'indépendance financière est très importante pour les femmes Elle permet à ces dernières d'être autonomes. Les femmes apportent une contribution inestimable, que ce soit dans les entreprises, dans les exploitations agricoles ou par leur travail non rémunéré à la maison. La femme est une locomotive pour le développement économique. Ayons confiance en nous ; car, nous avons le pouvoir de faire de

grand-choses ». C'est pourquoi nous continuerons de lutter sans relâche contre toutes sortes de discrimination et maltraitance des femmes dans la société, tout en revendiquant nos droits aujourd'hui et à jamais », conclut-elle à ce sujet.

## **Ne pas céder à la facilité, être compétente à côté des collègues hommes**

**Madame Patience Moloko** a signifié que certaines des femmes en réalité ne savent pas vraiment l'importance de la journée du 08 mars. Toutes les mamans doivent comprendre que nous combattons et luttons pour la reconnaissance et la promotion de nos droits. Nous, en tant que femmes, voudrions bénéficier de mêmes droits que les hommes sur le plan social. Nous avons de compétences intellectuelles et de capacités d'être des femmes autonomes et de se prendre en charge. La société doit nous considérer au même pied d'égalité que les hommes. Prenons un exemple de certaines entreprises qui n'accordent pas à la femme les mêmes avantages que l'homme. Un homme marié a droit de bénéficier d'une prise en charge médicale avec toute sa famille contrairement à une femme mariée ; c'est elle seule qui a cette faveur pendant que le travail est exécuté de la même façon. Les femmes ne doivent pas se limiter par peur de jugements qui les délimiteraient d'être compétitives vis-à-vis des

hommes.

Quant à **Madame Justine Ntanga**, elle a prodigué un conseil aux femmes pour ce qui est de l'usage du téléphone en milieu du travail. Aujourd'hui, nous continuons à lutter pour nos droits ; et c'est encourageant. J'exhorte aux femmes de réduire l'usage du téléphone portable ; car, ce dernier peut aussi être un frein pour notre développement. Nous passons beaucoup de temps avec nos téléphones. Ce moment peut servir à être instruite davantage, d'apprendre les nouvelles choses et pourquoi pas même suivre des formations en ligne. Nous devons nous démarquer et cela se fait par le travail, a martelé Madame Justine.

Prenant aussi la parole à cette occasion, **Madame Constantine Penze** a relevé que cette journée permet de mettre en lumière nos talents et nos efforts. Cette journée est également une occasion pour nous de plaider plus pour nos droits, égalité et la justice, afin de mettre fin aux inégalités sociales.

Cet échange s'est déroulé dans un cadre informel qui a créé un sentiment général agréable. Cette ambiance a poussé les femmes travailleuses de la Caritas Congo Asbl de penser à organiser de telles rencontres une fois le mois.

**Paris Mona et KL**



# Le Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale (REPALEAC) a validé son plan opérationnel pour l'année 2025



Il s'est tenu du 10 au 15 mars 2025 à Douala, en République du Cameroun, l'atelier de la planification du Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale (REPALEAC).

Les travaux de cet atelier de planification ont eu lieu dans la salle de conférence de l'hôtel Akwa Palace, grâce à l'appui financier et technique de la GIZ, COMIFAC, GEF, Programmes des Nations Unies pour l'Environnement, la Coopération Allemande, RRI, Alliance Globale et Campain for Nature.

Une cinquantaine des participants ont pris part à ces assises. Il s'agit des Représentants des Partenaires Techniques et Financiers, ainsi que les délégués des pays suivants : Burundi, Cameroun, RDC, République du Congo-Brazzaville, République Centrafricaine, Rwanda, Tchad, Gabon.

L'objectif général de l'atelier

a été de procéder à la planification annuelle du REPALEAC.

De manière spécifique, il a été question de restituer les acquis de la participation des délégués du REPALEAC à la COP 29 sur le climat, et Cop 16 sur la biodiversité et sur la désertification. Ça a été également l'occasion d'élaborer le plan d'action du REPALEAC pour l'année 2025, et de restituer et valider les rapports d'évaluation du cadre stratégique du REPALEAC et d'analyse de la tenure foncière des PA du paysage des projets CHILD de GEF7.

Au cours de ces assises, le plan opérationnel du REPALEAC 2025 a été validé par les participants, tenant compte des priorités des réseaux nationaux du Cameroun, RDC, République du Congo, Gabon, Tchad, Rwanda, RCA et du Burundi pour l'année 2025.

Les travaux de la première journée se sont déroulés en trois

(03) principales séquences à savoir : la cérémonie d'ouverture, les sessions des exposés, des échanges et les travaux en groupe.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par quatre allocutions à savoir : celle de la Représentante de la Coordinatrice Nationale du REPALEAC Cameroun, suivi de celle du Coordinateur Régional du REPALEAC M. Joseph Itongwa, celle de l'Ambassadrice des PA aux instances Permanent des Nations sur les questions des PA, Madame Hidou Oumarou Ibrahim et enfin le mot d'ouverture du Secrétaire Exécutif Adjoint de la COMIFAC, Monsieur Chouaibou Nchoutpouen.

La première session a concerné la validation des rapports d'évaluation du cadre stratégique et d'analyse de la tenure foncière dans la sous-région.

Une présentation du rapport d'évaluation à mi-parcours du cadre stratégique 2018-2025 a été présentée par la Consultante madame Etohe Crescencine Hermoine. Pour chaque axe, elle a présenté l'objectif du cadre, l'indicateur d'évaluation et le constat global.

Dans les travaux des groupes pour l'analyse du rapport d'évaluation du cadre stratégique du REPALEAC, les participants se sont répartis par délégation et instruits de renseigner la matrice selon les réalisations pays et les indicateurs en vue d'harmoniser

les données avant la validation dudit rapport.

Le rapport de l'analyse de la tenure foncière a été présenté par le consultant M. Amedé Graud Engono Mba. Dans son intervention, il a présenté les pays concernés par cette évaluation qui sont entre autres le Congo, le Gabon, la RDC, le Cameroun et la République Centrafricaine, pays touchés par le programme d'impact. Il a enfin présenté les principaux résultats de son évaluation aux tours des points suivants : la cartographie des zones occupées par les PA (Peuples Autochtones), la gouvernance foncière en Afrique Centrale et les outils de plaidoyer.

Les travaux en groupe par pays ont porté sur le renseignement d'une matrice avec une colonne des villages des PACL et une autre colonne sur les villages des PA.

Après la présentation de ces deux rapports, les participants les ont validés moyennant les amendements.

Restitution de la participation des membres du REPALEAC aux événements internationaux

Une session qui a été consacrée sur le décryptage de la COP16 sur la Diversité Biologique, la COP16 sur la Désertification et la COP28 sur le changement climatique.

Elle a été animée par l'Ambassadrice des Peuples autochtones auprès de l'Instance des Nations Unies sur les PA, Madame Hidou Oumarou Ibrahim.

Après son exposé, des recommandations ont été formulées pour le suivi de ces thématiques avec des



désignations de Points Focaux au niveau régional et national par thématique.

Les Coordonnateurs nationaux ont présenté sur la Contribution Déterminée à l'échelle Nationale (CDN), et les stratégies et plans d'actions nationaux sur la biodiversité (SPANB) de leur pays respectif sur des nouvelles orientations.

Les participants ont été aussi informés sur le Forum permanent de Nations Unies et sur le Fond Volontaire.

la journée internationale des femmes, la Coordination du REPALEAC a organisé une soirée dédiée aux femmes. La Vice-Coordonnatrice du REPALEAC,

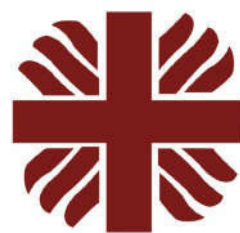
Madame Aisatou Oumarou, a profité de cette circonstance pour annoncer les micro-subventions que les ONG de femmes vont lancer pendant le Congrès de Peuples Autochtones de 3 bassins forestiers qui aura lieu à Brazzaville du 26 au 30 mai 2025.

Par ailleurs, le Coordonnateur régional a partagé les différentes informations sur les événements, à venir entre autre le premier Congrès des Peuples Autochtones de 3 bassins forestiers, le quatrième Forum International des Peuples autochtones d'Afrique Centrale, l'atelier REPALEAC-ILC sur le foncier, ...

*Paris Mona*

# Caritas Congo Asbl :

*Service technique de l'Église Catholique en RDC, mandaté par la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) pour coordonner sa Pastorale Sociale*



Caritas Congo Asbl

**Ouvrez vos coeurs pour venir en aide aux déplacés de l'Est de la RDC**



**Vos dons en espèces ou en nature peuvent être déposés à :**

- |   |                              |
|---|------------------------------|
| 1. Caritas Congo Asbl :<br>26, Avenue Basoko, Kinshasa/Gombe; | 2. Caritas Goma ;            |
| <u>Par virement bancaire :</u>                                | 3. Caritas Butembo-Beni ;    |
| A/ Numéro de compte :<br>05100 05172 01000398246 86 USD       | 4. Caritas Uvira ;           |
| B/ Intitulé du compte :<br>CARITAS CONG/AIDE URGENCE GOMA     | 5. Caritas Bunia ;           |
| Banque : RAWBANK  | 6. Caritas Kalemie-Kirungu ; |
|   | 7. Caritas Kindu ;           |

## **Lisez-nous sur les canaux suivants :**

- \* Site web : [www.caritasdev.cd](http://www.caritasdev.cd)
- Twitter : @CaritasCongo
- Facebook : @CaritasRDCongo
- Instagram : Caritas\_rdCongo
- YouTube : Caritas Congo Asbl



Caritas Congo Asbl

Phone: +243 81 526 17 83  
Email:  
[directeur@caritasdev.cd](mailto:directeur@caritasdev.cd)  
[www.caritasdev.cd](http://www.caritasdev.cd)